

## suppressions d'emplois dans le Nord et en Lorraine

p. 8 et 9

# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 896 - 3 août 1985 - prix : 6 F

**Ouganda :**  
un  
dictateur  
en chasse  
un autre

p. 7

## GUADELOUPE :

## LE TEMPS DE LA COLÈRE



# sommaire

## Dans le monde

Page 5 :

— Israël : quand le terrorisme d'Etat engendre le « terrorisme ordinaire ».

Page 6 :

— Pérou :

- Le nouveau pouvoir civil, l'armée et la guérilla.
- Le Sentier Lumineux.

Page 7 :

— Ouganda : l'ex-« Perle de l'Afrique » : un dictateur en remplace un autre dans un pays exsangue.

Page 10 :

— 6 août 1945 : Hiroshima.

- Le terrorisme des grands contre les peuples.
- L'Humanité et l'anniversaire d'Hiroshima.

## En France

Page 4 :

— En bref.

Page 8 :

— Les aciéries de Pompey : le mauvais coup de la direction.

— RATP : le programme AMPERE.

Page 9 :

— La fermeture de l'usine Unimétal à Trith-Saint-Léger (Nord).

Page 11 :

— Bilan de santé des banques françaises : tout va bien.

— USA : la reprise... de la crise.

— Les squelettes du Tiers Monde pour les facultés de médecine des pays riches.

Page 12 :

— Des TUC de 18 à 25 ans.

— Tucards au CHR de Besançon.

— Débrayages à Renault-Cléon.

Page 13 :

— Montbéliard (Doubs) : des milliers d'immigrés s'en vont ; et la situation de ceux qui restent empire.

## Culture

Page 14 :

— Films : *Le dernier dragon* ; *Un été pourri*.

— Livre : *Michaël K., sa vie, son temps*, de J.M. Coetzee.

Page 15 :

— Livres : *Dans campagne tranquille, organisons stages. Ambiance sympa*, d'Alain-Yves Beaujour ; *Le Roman de Goya*, de Lion Feuchtwanger.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# les caravanes de Lutte Ouvrière

Les caravanes de Lutte Ouvrière continuent leur route jusqu'au 15 août. Alors, s'il y en a une dans la région où vous passez vos vacances, profitez-en ! Venez discuter avec nos militants du socialisme et de l'avenir de l'humanité, débattre sur la politique anti-ouvrière menée par le patronat et le gouvernement et envisager des solutions aux problèmes multiples qu'affrontent tous les travailleurs dans la période actuelle. Les vacances, c'est aussi la bonne occasion de préparer la rentrée. Alors, rendez-vous à l'une de nos étapes.

CARAVANE NORD  
du 3 au 16/8

03/8 — Mers-les-Bains.  
04/8 — St-Valéry sur Somme.  
05/8 — Fort-Mahon.  
06/8 — Quend-Plage.  
07/8 — Berck-sur-Mer.  
08/8 — Stella plage.  
10/8 — Etaples.  
11/8 — Le Portel.  
12/8 — Boulogne.  
13/8 — Wissant.

CARAVANE GARD-CEVENNES

04/8 — Alès.  
05/8 — Anduze.  
06/8 — Le Vigan.  
07/8 — Sainte-Enimie.  
08/8 — Meyrueis.

CARAVANE COTE BASQUE

03/8 — Vieux-Boucau.  
04/8 — Seignosse-le-Penon.  
05/8 — Saint-Vincent-de-Tyrosse.  
06/8 — Ondres.  
07/8 — Anglet.  
08/8 — Ascain.  
10/8 — Hendaye.  
11/8 — Saint-Pée sur Nivelle.  
12/8 — Hasparren.  
13/8 — St-Jean-Pied-de-Port.  
14/8 — Bayonne.  
15/8 — Tarnos.

CARAVANE LANGUEDOC  
du 3/8 au 16/8

03/8 — Banyuls.  
04/8 — Argelès Plage.  
05/8 — St-Cyprien Plage.  
06/8 — Ste-Marie-Plage.  
07/8 — Port Leucate.  
08/8 — La Franqui.  
10/8 — Port-la-Nouvelle.  
11/8 — Gruissan Plage.  
12/8 — St-Pierre de Mer.  
13/8 — Narbonne Plage.  
14/8 — La Redoute Plage.  
15/8 — Frontignan.

CARAVANE BRETAGNE NORD

04/8 — Morlaix.  
05/8 — Trebeurden.  
06/8 — Tregastel.  
07/8 — Treguier.  
08/8 — Paimpol.  
10/8 — Erquy.  
11/8 — Pleneuf-Val-Andrée.  
12/8 — St-Jacut-de-la-Mer.  
13/8 — St-Lunaire.  
14/8 — St-Malo.  
15/8 — Cancale.

CARAVANE PROVENCE  
du 3 au 15/8

03/8 — Martigues.  
04/8 — Sausset-les-Pins.  
05/8 — Salin-de-Giraud.  
06/8 — Port-Saint-Louis-du-Rhône.  
08/8 — Saint-Rémy-de-Provence.  
10/8 — Bonnieux.  
11/8 — Apt.  
12/8 — Manosque.  
13/8 — Greoux-Les-Bains.  
14/8 — La Ciotat.  
15/8 — Saint-Cyr-les-Lecques.

## JEUNES EN PRISON :

### Un scandale qui dure...

Un récent rapport du ministère de la Justice signalait que 5 700 jeunes de moins de 18 ans avaient été emprisonnés en France en 1984.

Même si ce chiffre est en légère baisse par rapport à celui de 1980, en une trentaine d'années, il a réalisé un bond prodigieux, passant de 654 en 1952 à 4 022 en 1976 puis 6 087 en 1980.

Loin de la « libéralisation » et de « l'humanisation » des prisons et du système judiciaire, dont on parlait il y a une dizaine d'années, la réalité des chiffres montre au contraire, en 20 ans, un durcissement de la société à l'égard de la jeunesse. Il est vrai que dans cette société dite permissive mais basée sur le seul profit, les prisons et les matons reviennent moins cher que les écoles, les centres de loisirs, les éducateurs et les professeurs compétents.

Et quand la famille ne suffit pas à donner aux jeunes le goût de la vie en société, la société n'a pas grand chose d'autre à leur offrir que la prison ! Et ils peuvent être très jeunes, ces jeunes qu'on met derrière les barreaux. Car il n'y a pas de limite d'âge à l'emprisonnement.

Sur ces 5 700 mineurs, 1 322 avaient moins de 16 ans, certains moins de 13 ans, voire 10 ans ! Et ils peuvent attendre parfois des mois avant d'être jugés. Si 50 % des détenus adultes sont en détention préventive, ce taux atteint 85 % pour les adolescents. S'il y a bien eu de multiples ordonnances leur réservant « un quartier spécial », « des ateliers de formation professionnelle », elles n'ont jamais été appliquées. 80 % des établissements pénitentiaires ne disposent pas d'ateliers de formation professionnelle et 58 % n'ont pas de salle de classe. Par ailleurs,

la plupart du temps ces jeunes se retrouvent mélangés aux détenus adultes et se retrouvent mêlés à tout ce qui fait l'ordinaire des prisons : drogue, combines des petits caïds et des gardiens...

A ce régime là, rien d'étonnant à ce qu'un tiers d'entre eux, une fois libéré, retourne en prison, alors qu'au départ 40 % d'entre eux sont des délinquants primaires.

Aujourd'hui le ministre de la Justice, Robert Badinter, a tenu à rappeler aux magistrats que la prison

pour les adolescents n'avait pas de sens, qu'à cet âge, elle constituait plus « un séminaire du crime que la voie de la réhabilitation ». Il y a quelques années un de ses prédécesseurs, Peyrefitte avait parlé « d'école du crime ». Les ministres se succèdent mais cette situation digne d'un autre âge se perpétue.

A quoi donc peut bien servir un ministre de la Justice qui prétend faire profession d'humanisme ?

Gilles LEFRANC

## Rien de tel que les vrais pros !

Trois braqueurs se sont lamentablement fait ramasser par la police ce week-end pour le hold-up manqué d'une bijouterie avec prise d'otages.

Ces trois voyous ont une ori-

ginalité : être tous les trois membres de la police nationale...

La fréquentation du milieu donne des ripoux. On le savait. Mais pas forcément très compétents !

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# Le temps de la colère

**L**a justice colonialiste est donc revenue sur sa décision. Le militant indépendantiste guadeloupéen Georges Faisans a été mis en liberté sous contrôle judiciaire. Les manifestants guadeloupéens qui se sont mobilisés pendant cinq jours et cinq nuits ont obtenu satisfaction. Cela prouve que la lutte paie.

En Guadeloupe comme en Nouvelle-Calédonie, c'est d'un peuple colonisé par la bourgeoisie française qu'il s'agit. Et les Guadeloupéens comme les Kanaks veulent leur dignité.

Ils n'acceptent plus la domination de la nation oppressive, quelle que soit la façon dont cette domination s'exprime, ne serait-ce que par l'attitude de cet enseignant blanc qui a retrouvé le geste des esclavagistes en bottant les fesses d'un enfant noir. Oui, ce geste a provoqué le désir de vengeance chez les Guadeloupéens. Ils se font justice eux-mêmes. Forcément ! De qui pourraient-ils l'attendre, la justice ? Certainement pas de cette justice qui a frappé dans le sens du colonialisme français, en condamnant Georges Faisans à trois ans de prison.

Mais cette injustice colonialiste flagrante, cynique, le peuple guadeloupéen n'est plus en état de l'accepter. C'est dépassé. Ce sont des choses qui pouvaient passer il y a un siècle. Plus aujourd'hui. Même en Afrique du Sud, le régime de l'Apartheid peut de moins en moins se le permettre.

Alors, là-bas en Guadeloupe, comme ici en France, ceux qui craignent la colère du peuple ne se sont pas privés de dénoncer les pilliers de supermarchés et d'armurerie, ceux qu'ils appellent les voyous ou les hooligans. Mais ces jeunes des quartiers pauvres, qui n'ont jamais connu que la pauvreté et le chômage, on ne peut que les comprendre. Car ce sont eux, les exclus et les laissés-pour-compte, sans aucune perspective, qui ont été le fer de lance de la mobilisation sur les barricades et les barrages de l'île, et ce que tous les bien-pensants français ou antillais ont appelé des débordements viennent d'eux.

Mais heureusement qu'il y a eu ces débordements,

car c'est bien leur crainte, c'est-à-dire la crainte d'une révolte sociale en Guadeloupe, qui a fait céder si vite le gouvernement !

Oui, la jeunesse pauvre de Pointe-à-Pitre avait des raisons de piller les supermarchés, elle qui côtoie l'abondance sans y avoir jamais accès. Car il s'agit de faire payer les riches. Et faire payer les riches, on le voit bien ici, on ne peut pas l'attendre de ce gouvernement qui se prétend socialiste. Il faut bien que les travailleurs s'en chargent eux-mêmes ! Oui, il est juste que les pauvres se servent.

Et ils ont aussi eu raison de piller une armurerie. Ils ont montré ainsi qu'ils n'étaient pas entièrement désarmés. Et c'était le moins qu'ils pouvaient faire pour avertir les forces de police que cette fois, si elles décidaient d'intervenir, ce ne serait pas une simple partie de chasse au lapin sans risques !

Oui, ce qui est en jeu en Guadeloupe, c'est la dignité d'un peuple, c'est la dignité des pauvres. Les exploités ne sont plus prêts à tout admettre de leurs exploiters.

Et dans le contexte économique actuel, les exploiters ont les dents longues. Le monde entier connaît la crise économique, subit les à-coups d'un mode de production anarchique qui entraînent des restrictions du commerce mondial, alors que les besoins des populations croissent de plus en plus. Et c'est dans ce contexte que la bourgeoisie augmente ses profits. Comment ? En diminuant le niveau de vie des classes pauvres. Et cela se réalise plus vite, plus durement en Nouvelle-Calédonie, en Afrique du Sud et en Guadeloupe qu'ici.

Mais là-bas comme ici, il s'agit d'exploités, de travailleurs. Les travailleurs noirs guadeloupéens ont aussi leur dignité. Ils en ont assez d'être méprisés.

Et quand dure trop longtemps le temps du mépris vient le temps de la colère.

Arlette LAGUILLER

(Voir notre article sur la Guadeloupe en page 16).

## Afrique du Sud :

## Le cinéma du gouvernement français

Les fameuses sanctions prises par le gouvernement français à l'égard de l'Afrique du Sud : de l'esbrouffe destinée à amuser la galerie. Qui en doute ?

D'ailleurs le rappel de l'ambassadeur de France et le blocage de tout nouvel investissement français n'ont soulevé aucun tollé dans les milieux patronaux français. Gattaz lui-même a déclaré tout à fait sereinement que les investissements pourraient bien attendre quelques mois. Prudents, les investisseurs français attendront que le calme revienne !

Quant aux banquiers et aux industriels français, ils continuent à faire sur place des affaires comme si le gouvernement n'avait rien décidé. Ainsi, le jour même où Fabius réclamait à l'ONU l'arrêt de tout nouveau contrat nucléaire avec ce pays, la dernière tranche des travaux de la centrale nucléaire de Koeberg, construite par des entreprises françaises, était inaugurée en grande

pompe. Quant à l'EDF, elle continue à acheter de plus en plus de charbon au pays de l'Apartheid. Ce charbon étant presque deux fois moins cher qu'en France (340 F la tonne contre 500 à 640 F), pas question pour EDF de dénoncer ce contrat. De même pour la société Air Liquide qui a signé en septembre dernier un contrat de 250 millions de francs et qui est en train d'installer la plus grande unité mondiale de production d'oxygène en Afrique du Sud. D'ailleurs *Le Canard Enchaîné* du 31 juillet rapporte qu'un collaborateur d'Edith Cresson expliquait : « Nous avons reçu l'ordre d'éviter tout commentaire sur le commerce avec l'Afrique du Sud ou sur les investissements dans ce pays », ajoutant : « On nous a demandé de parler le moins possible du contrat Air-Liquide » !

Quant aux investissements industriels, s'ils sont bloqués par la décision gouvernementale, les banques françaises qui, avec 21 milliards de

francs, arrivent au 5<sup>e</sup> rang des créanciers de l'Afrique du Sud, elles, peuvent continuer à y faire passer leurs capitaux. Car il y a toujours moyen de s'arranger.

Comme l'a expliqué à un journaliste de *l'Humanité* qui l'interrogeait par téléphone un représentant du Crédit Lyonnais : « Nous ne finançons pas l'Afrique du Sud, nous accordons simplement des crédits aux exportateurs ». Nuance ! Quant à un collaborateur de Bérégovoy, il a expliqué au *Canard Enchaîné* que « de nombreux prêts sont montés par des filiales étrangères des banques françaises ou en utilisant des capitaux collectés hors de France ».

Fabius peut fanfaronner, élections prochaines obligent... mais dans la réalité, il s'aplatit devant les capitalistes français. Car quoi qu'il en dise, ce n'est pas le gouvernement mais les industriels et les banquiers français qui décident.

Marie ANTONIN

## Le PCF réclame des « sanctions économiques » : une réelle solidarité avec le peuple sud-africain ?

Après les mesures d'état de siège en Afrique du Sud, le PCF ne cessait de réclamer des « mesures de sanction économique » de la part du gouvernement français. Le 22 juillet, *l'Humanité* avait publié à la Une un « appel contre l'Apartheid », réclamant notamment que « la France applique, sans délai, les sanctions décidées par l'ONU contre le régime sud-africain ». Le mercredi 24 juillet, *l'Humanité* faisait son gros titre de première page de cette question : « Apartheid : que font Mitterrand et Fabius ? ». Bref, il s'agissait pour le PCF, tout en s'affirmant solidaire du combat des Noirs sud-africains, de mettre le PS et le gouvernement au pied du mur.

Seulement, manque de chance, le gouvernement a, lui aussi, besoin de redorer son image de gauche à l'approche des élections et il n'a pas hésité à annoncer, à grand renfort de publicité, qu'il prenait des « mesures de rétorsion » à l'encontre du régime de Pretoria.

Après avoir — bien obligée — fait mine d'être satisfaite (« Quelques sanctions enfin ! », proclamait la Une du quotidien du PCF le 25 juillet), *l'Humanité* revenait à la charge les jours suivants, dénonçant ces « sanctions symboliques » et réclamant des « sanctions économiques plus efficaces ». « Il en faut plus pour arrêter le bras des assassins », proclamait en gros titre ce journal, le lundi 29 juillet.

Seulement, comme dans le même temps, le même journal démontrait, de façon combien convaincante, en quoi il existe mille et une façons de tourner des sanctions économiques... on pouvait se demander ce que cherchait la direction du PCF : convaincre le gouvernement de prendre des mesures dont on nous disait qu'elles seraient de toute façon inefficaces ou chercher à convaincre que le seul vrai défenseur de sanctions véritables (lesquelles, au fait ?) contre l'Apartheid serait le PCF, et surtout pas ce faux-jeton de PS ?

« Souvent imité, jamais égalé », proclamait pour sa publicité une boisson voici plusieurs dizaines d'années. Un slogan que pourraient se disputer PCF et PS, tant ils rivalisent de jésuitisme électoral...

Cécile HOGAN



## Hernu se décarcasse

Le 24 juillet, le gouvernement a fait connaître le montant du budget militaire pour 1986. Il s'élève à 158 350 millions de francs auxquels il faut ajouter 32 900 millions de francs pour les retraites et pensions des militaires (19 125 milliards d'anciens francs au total), soit une progression de 5,4 % par rapport à celui de cette année.

Mais le journal *Le Monde*

du 27 juillet signale que le budget de l'armée 1986 n'inclura pas cette année certaines sommes qui étaient incluses dans le budget 1985 : ainsi les dotations en capital au profit de certaines sociétés nationales d'armement (représentant 700 millions de francs en 1985). Cela gonflera d'autant le prochain budget.

Joli tour de passe-passe.

## La tournée des grands TUC



La préfecture du Morbihan fait recenser par 255 jeunes TUC les caves du département susceptibles de « servir d'abris en cas de guerre ». Le préfet du Morbihan sait choisir ses priorités.

Il paraît qu'avec un plafond de plus de vingt centimètres d'épaisseur, une cave constitue un abri suffisant contre les rayons

d'une bombe atomique. A condition, petit détail, d'être suffisamment éloignée du point d'impact.

Les TUC, donc, font consciencieusement leur enquête. Résultat : la plupart des caves bretonnes ne sont pas conformes. Alors sans attendre les bombes, les TUC se font offrir des canons. De bonne guerre, non ?

## Irresponsabilité meurtrière

Dans les années 1960, les pompiers de Pléné-Jugon dans les Côtes du Nord avaient reçu un coffret de plomb contenant une bille de cobalt, pour s'entraîner à détecter la radioactivité en cas d'accident sur la nationale proche. Ils connaissaient plus ou moins le danger et comme, au bout de quelques années, les compteurs ne réagissaient plus, ils en étaient venus à l'oublier. C'est ainsi que, de stockage en stockage, le coffret finit par atterrir sur la cheminée de la pièce où travaillait une employée de mairie, puis dans un grenier au-dessus de sa tête, après que le nouveau maire se fut inquiété.

L'employée de mairie en

est morte, victime d'une leucémie déclenchée par les radiations radioactives. Et un tribunal a décidé d'attribuer la responsabilité de ce décès à la ville, qui devra payer à la famille des dommages et intérêts.

Il n'est manifestement pas venu à l'idée des juges de chercher qui avait laissé ainsi des gens qui ne sont pas des professionnels (dans les petites villes les pompiers sont des volontaires) manipuler des matières dangereuses sans être avertis des risques, et sans aucune surveillance. Et ils n'ont pas non plus constaté que quand il s'agit de suivre l'emploi des fonds confiés aux communes, l'administration de tutelle est autrement plus sourcilieuse...

## L'antigel qui refroidissait

Le scandale du vin autrichien continue à faire du vinaigre. On sait que la grande majorité des bouteilles de vin autrichien contiennent une substance utilisée dans la fabrication de l'antigel, le diéthylène glycol. Certaines de ces bouteilles contiennent 16 g. du produit toxique, alors que 14 g. suffisent à être mortels pour certaines personnes.

Avec ce scandale, on découvre l'ivresse des grands nombres. 4 700 000 litres de vin frelaté ont été saisis.

Qu'en faire ? Les déverser dans les systèmes de canalisation alors que les capacités des stations d'épuration sont incapables de les digérer ? Les écouler dans les cours d'eau quand on ignore leurs effets sur la faune ? En arroser les champs au risque de provoquer des dégradations biologiques ou contaminer les nappes d'eau souterraines et, pour finir, les voir revenir dans l'eau du robinet ?

Il n'y a pas à dire, cette affaire de vins frelatés, c'est la mer à boire. D'autant qu'on a aussi découvert de l'antigel dans deux crus allemands et que trois marques de vins italiens contiendraient du désinfectant. D'ici qu'on découvre quelque chose dans le bordeaux comme il y a quelques années...

En somme, l'antigel fait tâche d'huile. Mais il n'a heureusement encore tué personne puisque, il faut le savoir, le meilleur antidote au poison antigel, c'est... l'alcool !

## Le RPR sur les plages

Les jeunes du RPR ont décidé d'organiser cet été des caravanes. Pas exactement du même genre que celles de Lutte Ouvrière. Il s'agit de caravanes publicitaires sur les plages pour faire connaître leur « pacte pour le renouveau ».

Il paraît que pour « faire passer le message », ils ont dû auparavant s'entraîner aux nouvelles techniques de communication. C'est que leurs militants ont du mal à être convainçants (ou convaincus ?).

Pour ajouter un peu de piment, ils ont imaginé d'organiser une tombola dont le gros lot sera une journée passée avec un député. A quand la nuit avec Chirac ?

Il faut savoir payer de sa personne quand on veut s'asseoir sur un siège de député RPR...

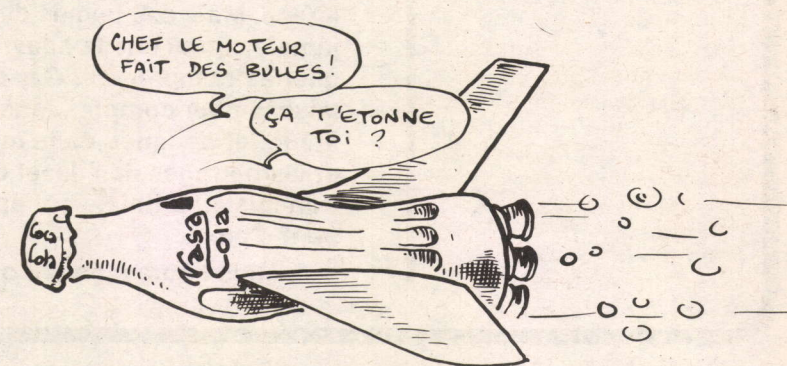
## Il n'y a plus de service au numéro demandé

En Bretagne, le « 12 », le service de renseignement du téléphone, est, paraît-il, débordé. La direction des PTT a donc décidé pour résoudre ce problème de ... supprimer ce service ! Ou presque. Puisque faute de personnel, c'est surtout la nuit, les dimanches et les jours fériés que cela coince. Après 20 heures par exemple, les demandeurs de renseignements se heurteront à un disque qui leur expliquera qu'il n'existe qu'une permanence et leur demandera d'attendre le lendemain. S'ils persistent, ce disque leur communiquera quand même un autre numéro : celui de la permanence. Mais comme toutes

les demandes de la région seront dirigées sur une ou deux permanences seulement, il faudra sûrement aux usagers patienter de toute façon jusqu'au lendemain.

Embaucher le personnel nécessaire pour répondre aux besoins réels des usagers, voilà qui n'entre pas dans la logique de l'administration des PTT. Ayant choisi de distribuer des milliards aux trusts de l'électronique et aux fabricants de Minitel, elle rogne sur tout le reste, en particulier sur le personnel (3 000 postes seront supprimés en 1986) et sur le service rendu. Ensuite, que les usagers s'en accommodent !

## Buvette spatiale



La navette Challenger est repartie. A son bord, sept hommes d'équipage, le laboratoire Space Lab, et... des boissons rafraîchissantes.

La navette, c'est du sérieux, du scientifique. Elle va multiplier les tests qui permettront d'en savoir plus long sur le cosmos, sur l'homme, et tout et tout.

Cette fois-ci on a poussé l'audace jusqu'à ouvrir le coûteux laboratoire de l'espace à la société Coca-Cola qui aurait, paraît-il, dépensé pas moins de deux millions de francs pour mettre au point une bouteille pressurisée. Ça permettrait de boire le précieux breuvage pétillant en état d'apesanteur. Le pied. Mieux, Pepsi, l'ennemi juré de

Coca, a lui aussi sa place dans la navette pour faire la même expérience. On va pouvoir faire des comparaisons scientifiques. Et les astronautes réussiront peut-être à coincer la bulle (ou plutôt les bulles) !

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne savons pas encore si l'incident qui s'est produit au décollage — un des réacteurs de la navette est tombé en panne et l'a contrainte à tourner sur une orbite plus basse que prévu — va fausser les résultats.

Il n'est donc pas sûr que l'on puisse cette fois encore savoir si, dans l'espace, le Coca ou le Pepsi peuvent à égalité servir de dégrip-oil... comme chez nous !

## Huguette ne veut pas rester sur le sable

Les plages de France ont du pétrole, Huguette Bouchardeau a des idées. Elle vient d'inventer un petit drapeau bleu frappé de flots blancs, qui sera décerné aux plages les plus propres

de France.

C'est évidemment plus facile que d'obliger les plages les plus sales à arborer un drapeau noir à tête de mort...



# Quand le terrorisme d'Etat engendre le « terrorisme ordinaire »

Après la découverte, le vendredi 26 juillet, au fond d'une grotte de Galilée, des cadavres d'un couple d'enseignants israéliens, c'était au tour d'un fonctionnaire de l'administration israélienne d'être mortellement blessé, le 30 juillet, à Naplouse. Cela porte à treize le nombre des Israéliens morts en moins d'un an dans des circonstances semblables, c'est-à-dire assassinés, de toute évidence, par des Palestiniens pour des raisons politiques.

Les images de l'enterrement du couple d'enseignants, retransmises par la télévision française, ont montré la colère des manifestants israéliens contre les Arabes et contre leur propre gouvernement accusé de faiblesse vis-à-vis des « terroristes ».

C'étaient de toute évidence essentiellement des partisans des mouvements d'extrême-droite. Et leur colère et leur haine anti-arabe s'est manifestée par des ratonnades — des groupes d'Israéliens ont molesté les passants arabes et ont lapidé les voitures immatriculées en Cisjordanie — qui ont fait des blessés et même des morts (les forces d'occupation israéliennes ont annoncé que les cadavres calcinés de deux Palestiniens avaient été retrouvés près de Naplouse).

Mais même si les violences anti-arabes sont le fait de minorités, le meurtre de deux instituteurs a soulevé une vague d'émotion parmi la population israélienne. Celle-ci a en effet de quoi s'inquiéter. Et l'éditorialiste d'un grand journal israélien, *Haa-rez*, porte un jugement amer et juste en écrivant : « Ceux qui, en lançant la guerre du Liban, prétendaient éloigner l'OLP, nous ont apporté les Chiites ; ceux qui désiraient extirper le terrorisme de Beyrouth l'ont amené là où il le fallait le moins, au cœur d'Israël ».

Et c'est bien en effet l'Etat d'Israël, en pratiquant le terrorisme contre les Palestiniens à l'échelle étatique, avec tous les moyens de

répression à sa disposition, qui a engendré ce terrorisme individuel, fruit du désespoir.

Les Palestiniens de Cisjordanie, des « territoires occupés » depuis 1967, sont directement sous l'autorité de l'armée israélienne. Les gouvernements israéliens successifs ont d'abord installé eux-mêmes des colonies de peuplement dans un certain nombre d'endroits, puis ont permis aux extrémistes de droite d'en fonder près des villes palestiniennes, et de multiplier ainsi les provocations vis-à-vis des Palestiniens qu'ils veulent voir expulser dans les autres pays arabes.

A Afoula, une ville de la Galilée israélienne, où viennent travailler les Palestiniens de la Cisjordanie toute proche, ce sont trois jeunes de 16 et 17 ans qui ont tué. L'un de ces jeunes avait d'ailleurs reçu en décembre dernier une médaille des forces de sécurité israéliennes pour avoir sauvé un garçonnet israélien qui s'était perdu et l'avoir gardé dans sa maison. Cette même maison que les forces de sécurité ont détruite en mesure de représailles...

Et ce qui se discute, maintenant, en Israël, ce sont les mesures à prendre contre « cette nouvelle forme de terrorisme » !

Certains membres du Likoud (la droite) en particulier Shamir, le vice-premier ministre, se déclarent partisans de la peine de mort pour les « terroristes », suivant en cela les groupes d'extrême-droite.

Ceux qui s'y opposent, en particulier les travaillistes, et Shimon Peres, le premier ministre, ne le font pas pour des raisons humanitaires, mais parce que, disent-ils, cela transformerait les terroristes palestiniens en martyrs.

Par contre, ils ne sont pas contre la peine de mort à grande échelle. Le gouvernement israélien a ordonné à l'armée de bombarder et de détruire, le 29 juillet, au



Le leader d'extrême-droite, le rabbin Meir Kahanne, lors des événements récents d'Afoula.

Liban, une base palestinienne (un immeuble de plusieurs étages qui servait de commandement au Front populaire de Libération de la Palestine, au Liban).

Et il est en train de mettre au point de nouvelles mesures anti-terroristes, en particulier pour faciliter l'expulsion des territoires occupés des « terroristes et agitateurs », et la destruction de leurs demeures.

Mais qui sème le vent, récolte la tempête. Et ce genre de mesures anti-terroristes risque de renforcer la colère et le désespoir de la population palestinienne, et

de faire se lever parmi les expulsés comme parmi ceux qui restent, de nouvelles

vocations de combattants ou de terroristes.

Sylvie FRIEDMAN



## Les syndicats acceptent une austérité accrue

Le gouvernement israélien vient de prendre coup sur coup plusieurs mesures attaquant le niveau de vie des travailleurs de ce pays, notamment en bloquant les salaires et en procédant à des licenciements massifs de fonctionnaires.

Constitué voici un an par le Likoud (principal parti de droite) et le parti travailliste, ce gouvernement de coalition avait entre autres objectifs ceux de procéder au retrait des troupes israéliennes du Liban et de présenter l'addition de sa politique guerrière à la population. Si la première partie de ce programme est en cours de réalisation, il restait à faire accepter aux travailleurs israéliens une austérité accrue. En effet, les Etats-Unis — parce qu'ils sont les principaux bénéficiaires de la politique israélienne dans la région — ont beau régulièrement éponger une partie des dettes de l'Etat hébreu, un Etat ne peut pas vivre éternellement, surtout en période de crise mondiale, sur un pied de guerre sans que cela ait des répercus-

sions graves sur son économie.

C'est ainsi qu'avec une hausse des prix de 14,9 % en juin dernier, le gouvernement israélien s'était, paraît-il, senti soulagé. Il aurait craint selon la presse des chiffres pires tels ceux prévus pour juillet (25 à 30 %) qui devraient battre tous les records.

Face à cela, le gouvernement israélien avait prévu de bloquer les salaires d'un seul coup, ne concédant, pour atténuer la baisse brutale du pouvoir d'achat des travailleurs, que des « allocations spéciales ».

Même liée au parti travailliste, et donc au gouvernement, la centrale syndicale Histadrout n'avait pas pu faire autrement que de protester contre cette mesure. Elle avait même parlé d'appeler à une grève générale illimitée, la première qu'aurait connue Israël.

Mais ce n'était que des rododromes : il a suffi que le gouvernement fasse le geste de « consulter » la Histadrout et n'utilise plus des

décrets pour imposer l'austérité... et la centrale syndicale a retiré son appel à la grève. Dans la foulée, quelques jours plus tard, elle a accepté que le gouvernement licencie 20 000 fonctionnaires, chiffre énorme pour un pays ayant une population de trois millions et demi d'habitants. Le gouvernement n'avait d'ailleurs primitivement demandé que 10 000 licenciements, mais, en échange d'une augmentation de « l'allocation spéciale » pour les fonctionnaires (en fait de son alignement sur le régime du secteur privé), la Histadrout a donné son aval à ce licenciement massif.

Que la centrale syndicale, intégrée depuis longtemps à l'Etat et liée à une des composantes du gouvernement, ait accepté de telles mesures anti-ouvrières n'est guère surprenant. Mais il reste à savoir quelles vont être les conséquences réelles de ces mesures pour les travailleurs israéliens... et si ceux-ci les accepteront !

Pierre LAFFITTE

## POLOGNE

### Allo, Jaruzelski ?

Il y en a un qui fait des pieds et des mains pour améliorer son image, c'est le général Jaruzelski.

Il a commandé un sondage à un organisme sérieux — pensez donc, il est dirigé par un colonel. Le général, lui, est resté sans voix quand on lui a transmis les résultats : 64 % des Polonais interrogés ne croyaient pas que son gouvernement mène une politique économique susceptible de résoudre les très graves difficultés de la Pologne. 73 % des Polonais interrogés se déclaraient en outre mécontents de la hausse des prix.

Rien de très surprenant. Ce qu'il serait intéressant de savoir, c'est ce qu'est devenu le colonel.

Mais ce n'est pas tout. Il n'a pas déprimé pour autant, Jaruzelski. Il persévère à se vouloir l'oreille des masses. Il demande aux Polonais de lui écrire ou lui téléphoner pour l'aider à préparer son prochain discours à l'ONU. C'est qu'il y représentera l'ensemble de la nation polonaise, faut que ça se sache ! Si ce n'est pas de la démocratie directe, qu'est-ce que c'est ? Mais comme il ne faut jamais abuser des bonnes choses, le brave général a prévenu d'avance que « toutes les propositions ne pourront pas être intégrées ».

Une précision certainement insuffisante pour dissuader les Polonais de se défouler par la poste ou au téléphone...

Daniel NECKER



# Le nouveau pouvoir officiel, l'armée et la guérilla

La passation pacifique du pouvoir entre deux gouvernements civils qui vient d'avoir lieu à Lima fait figure d'exception dans la longue histoire des coups d'Etat militaires qu'a connus le Pérou. Alan Garcia, le dirigeant de l'APRA (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine), le parti qui a eu longtemps une démagogie populiste et nationaliste, a été élu président du Pérou par les sénateurs et les députés. Tous les partis ont été d'accord pour épargner à Alan Garcia un deuxième tour que ses 48 % des voix lui imposaient légalement.

Mais le pouvoir civil est fragile. Et ce n'est pas seulement parce que ce pays d'Amérique latine connaît une situation économique catastrophique, mais surtout parce que le régime est pris en tenaille entre l'armée et la guérilla.

En réalité, le pouvoir d'Alan Garcia n'existe que par la grâce des militaires. Il a d'ailleurs montré qu'il n'avait pas d'illusions. Son premier acte politique comme sa première lâcheté a été une cérémonie d'amitié vis-à-vis des forces armées ! C'est qu'il ne peut guère se passer de l'armée, ce civil qui se dit démocrate. Toute la cérémonie d'investiture s'est elle-même déroulée dans une ambiance de peur panique devant l'éventualité d'une intervention de la guérilla dans la capitale même !

Car au Pérou, des parties entières du territoire échappent au contrôle du pouvoir central. Il y a d'une part les régions appelées zones « libérées » par la guérilla et, de l'autre, les zones « d'insécurité », où les forces spéciales de répression ont carte blanche.

Pendant ce temps, la misère de la population ne cesse de s'accroître : le niveau de vie moyen a été divisé par deux depuis 1973. Les actions de la guérilla n'ont pas réussi à faire assez peur aux possédants pour qu'ils prennent quelques mesures destinées à soulager la misère de la population des campagnes. La misère dans les campagnes s'est accentuée là où les destructions des forces de répression succèdent périodiquement à celles de la guérilla.

A côté de cela, l'élection de Lima apparaît pour ce qu'elle est : une comédie.

Et il y a aussi la classe ouvrière du Pérou que les régimes successifs ne se sont pas privés de réprimer. Le nouveau président, le « démocrate » Alan Garcia, qui a fait adhérer le parti auquel il appartient à « l'Internationale Socialiste » (celle de Mitterrand), a actuellement dans ses prisons des centaines de militants ouvriers emprisonnés sans jugement au nom de la lutte « anti-terroriste » !

Alain PAROD

Alan Garcia, le nouveau président du Pérou.



## Le Sentier Lumineux...

Pendant les cérémonies d'investiture du président Garcia, la capitale, Lima, était en état de siège : 50 000 policiers et militaires occupaient le terrain avec des tireurs d'élite postés sur les toits, des nuées de détectives, de soldats, de policiers et de chiens détecteurs d'explosifs patrouillant à la recherche d'éventuelles voitures piégées.

C'est qu'Alan Garcia avait de quoi avoir peur pour lui-même comme pour les personnalités qu'il avait invitées (les chefs d'Etat d'Uruguay, de Bolivie, d'Argentine en particulier). Dans les quatre semaines précédant les cérémonies, l'un des principaux mouvements terroristes, le Sentier Lumineux, avait fait sauter quatre locaux du parti de Garcia, l'APRA. Le consulat des Etats-Unis avait été mitraillé, une voiture piégée avait explosé face au ministère de l'Intérieur... Et les deux jours précédents, vingt et une voitures avaient été volées, ainsi que de nombreux laissez-passer !

Finalement il n'y a pas eu d'attentats pendant les cérémonies. Les guérilleros du groupe Tupac Amaru ont tout juste réussi à interrompre la retransmission sur les ondes d'un discours du président sortant.

Mais l'ampleur des mesures prises pour protéger la capitale donne quand même une idée des problèmes que pose au pouvoir l'existence des mouvements de guérilla, et en particulier de celui qui semble le plus important d'entre eux, le Sentier Lumineux.

Le Sentier Lumineux est issu d'une des scissions pro-chinoises du Parti Communiste. Partis des universités, et en particulier de celle d'Ayacucho, une ville d'une province rurale la plus pauvre et la plus arriérée des provinces des Andes, les instituteurs qui regagnent les villages misérables de cette province semblent avoir été la première structure de ce mouvement. Les partisans se firent connaître en 1980 en brûlant les listes électorales d'un village, et en 1981 en instaurant un climat d'insécurité dans la province d'Ayacucho : attentats visant à la destruction de ponts, d'édifices publics et de lignes électriques. La guérilla parcourt les villages, détruit les postes de la garde civile. Celle-ci dut se réfugier dans les vallées.

En mars 1982, le Sentier Lumineux commença à être connu car il s'attaqua pour la première fois à une ville : Ayacucho. Le courant électrique fut coupé et 297 détenus furent libérés.

La guérilla semble être parvenue à s'implanter à Ayacucho. Une grève générale, en janvier 1983, a paralysé la ville. Des groupes ont parcouru les rues, obligeant les commerçants à fermer.

D'autre part, les groupes de dynamiteros attaquent régulièrement Lima, la capitale, coupant l'électricité, faisant sauter le siège du parti gouvernemental, mais également celui de la CGT du Pérou. Il semble que dans ces actions, les guérilleros ne lancent aucun appel à la population de Lima (celle-ci apprend à sortir les bougies et à compter les explosions), et cela semble être une politique volontaire du Sentier Lumineux.

Dans leurs rares publications (une revue parue une demi-douzaine de fois et quelques textes), les guérilleros du Sentier Lumineux expliquent que la révolution doit partir des campagnes. L'une des thèses du mouvement est : « La révolution est une guerre paysanne ou elle n'est rien ». Il s'est opposé à la grève générale de 1977 contre la dictature militaire, car elle était exclusivement urbaine. La destruction par la guérilla des mines Canaria et celle de la ferme modèle de l'université d'Ayacucho ont été réalisées au nom de la lutte contre le progrès « instrument de la pénétration impérialiste ».

Ce que l'on peut apprendre sur ce mouvement, ici, en France, ne permet évidemment guère de mesurer le soutien qu'obtiennent, dans

les villes comme dans les campagnes, les guérilleros du Sentier Lumineux, ni même la sympathie qu'ils rencontrent. Il est tout aussi difficile de faire la part de la réalité et celle de la propagande gouvernementale péruvienne antiguerilla, dans les images retransmises ici à la télévision, montrant des attentats et des assassinats qui auraient été perpétrés par le Sentier Lumineux contre des paysans refusant d'accepter son autorité.

Mais certains faits permettent de craindre, pour le moins, que les petits bourgeois des villes devenus des guérilleros du Sentier Lumineux veuillent faire le bonheur de la paysannerie malgré elle, bien qu'ils la proclament « classe dirigeante de la révolution », sans guère se soucier de ce que les paysans veulent ou ne veulent pas effectivement.

Ainsi, en septembre et octobre 1982, le Sentier Lumineux aurait interdit aux paysans des régions qu'il contrôlait les cultures commerciales, imposant aux paysans de ne plus produire que pour leurs besoins.

En soi, prôner les cultures vivrières contre les cultures commerciales peut se justifier. Le Sentier Lumineux visait peut-être ainsi à gagner le soutien des paysans les plus pauvres qui, au Pérou sans doute comme partout ailleurs, sont les plus spoliés par le marché capitaliste. La paysannerie n'est pas une classe homogène, loin de là. Et les cultures commerciales rapportent plus aux paysans aisés et riches — quand elles rapportent vraiment quelque chose et ne sont pas monopolisées par les grandes propriétés foncières ou les firmes capitalistes ! — qu'aux paysans les plus pauvres. Seulement, par ailleurs, le Sentier Lumineux parle au nom de la paysannerie en général. Et une telle mesure présentée, qui sait, comme une panacée, et imposée par en haut, par des moyens militaires, peut aboutir à tout autre chose qu'une révolution

sociale des pauvres des campagnes contre les riches. En tout cas, ce n'est apparemment pas le genre d'opération la mieux apte à déclencher la révolte paysanne et la plus susceptible de donner à la guérilla une base sociale paysanne, même pauvre. Toujours est-il qu'à l'époque, les foires et marchés auraient été mis à sac. Les communautés paysannes vivant à plus de 4000 mètres d'altitude se seraient retrouvées du coup à la merci des bourgs avoisants pour leurs fournitures et auraient dû vendre à vil prix leurs moutons et pommes de terre pour avoir sel, bougies et alcool. Et ce serait après la fermeture forcée de la foire de Lirio, en janvier 1983, que des groupes de paysans se seraient organisés pour la première fois... contre la guérilla. Du coup, les villageois refusant de soutenir le Sentier Lumineux auraient été traités en ennemis. En mars 1983, le massacre qui a été perpétré contre les paysans de Lucanamarca a été ainsi attribué au Sentier Lumineux.

Alors, il est bien possible que les paysans péruviens restent circonspects à l'égard d'une guérilla qu'ils considèrent plus comme une petite armée cherchant à les contrôler et les encadrer dans sa lutte contre l'armée gouvernementale que comme l'instrument de leur propre libération sociale. Seulement, la misère est si grande, la répression des forces gouvernementales est si odieuse, elles qui, lorsqu'elles ont le dessus sur le terrain, n'hésitent pas à piller, violer et rançonner, qu'à partir d'un certain moment, ce sont leurs exactions mêmes qui incitent sans doute le plus efficacement les paysans à rejoindre la guérilla.

En tout cas, de mars à août 1984, la guérilla s'est lancée dans une offensive militaire avec des groupes de combattants qui, d'après la presse, sont désormais plus importants. Et il semblerait que le Sentier Lumineux voie grandir ses rangs.

A.P.



# Un dictateur en remplace un autre dans un pays exsangue

Le général Okello, qui vient de prendre le pouvoir en Ouganda en renversant Obote à la tête de soldats pillards et ivres, a beau avoir promis des élections « libres et loyales », ce n'est pas ce coup d'Etat qui changera la situation dans ce pays. Car, depuis plusieurs années, dans cette ancienne colonie britannique, derrière le titre de « démocratie parlementaire » dont se pare le régime, c'est le règne de la soldatesque, de la corruption, des répressions sanglantes, des déplacements forcés de populations et des famines qui s'ensuivent.

SOUS OBOTÉ COMME  
SOUS AMIN DADA

## Répression aveugle et exactions des bandes armées rivales

Milton Obote avait précédé Amin Dada au pouvoir. Il fut une première fois chassé par un coup d'Etat militaire en 1971. La dictature d'Amin Dada de 1971 à 1979 avait fait des centaines de milliers de victimes. Mais la seconde présidence d'Obote n'eut vraiment rien à lui envier.

Dès l'installation de son régime en 1980, le pays a plongé dans un bain de sang avec les mesures de répression prises contre l'ethnie d'Amin Dada dans le nord du pays : 250 000 personnes s'enfuirent au Soudan pour échapper aux massacres. Les violences continuèrent. En octobre 1982, les jeunes de l'UPC (le parti d'Obote) et les « forces spéciales » (unités paramilitaires) déclenchèrent une vaste répression contre une ethnie du sud du pays cette fois : sévices, exactions diverses, confiscations de terres, destructions de maisons et de récoltes. Plus de 30 000 personnes s'enfuirent au Rwanda.

Sous prétexte de mater une population accusée d'intelligence avec les « bandits » (les mouvements de guérilla animés par l'opposition), l'armée s'est livrée à des pillages systématiques et à des massacres méthodiques : des villages entiers ont été rayés de la carte dans le nord-est. En mai 1984, le gouvernement a reconnu l'un de ces massacres — c'était la première fois — en exprimant ses « profonds regrets » pour les pertes en vies humaines et en admettant la responsabilité de l'armée régulière dans cette affaire... Il y avait eu plus de 100 morts !

A plusieurs reprises, ces dernières années, Amnesty International a dénoncé les arrestations, le plus souvent arbitraires, de milliers de civils pratiquées depuis 1980. En juin dernier encore, il dénonçait le fait que bon nombre d'entre eux étaient morts à la suite de tortures particulièrement atroces, citant, entre autres exemples, « celle qui consiste à suspendre un pneu de voiture

enflammé au-dessus d'un détenu ligoté. Les gouttes de caoutchouc fondu tombent sur le prisonnier, un traitement répété pendant des heures, voire des jours » (Libération, 29/7/85). Il y avait encore le cas des prisonniers « disparus » alors qu'ils étaient détenus par l'armée. A un point tel que l'archevêque de Kampala déclarait récemment que, depuis quatre ans, « Il n'y a pas un seul Ougandais qui n'ait perdu un parent ou un ami proche ».

Voilà ce que Le Monde du 20 juin 1984 racontait :

« Le 27 mai (...) à Kabale (...), un soldat a « descendu » en pleine rue le jeune fils d'un pasteur anglican. Le 5 juin (...) dans la banlieue de la capitale (...) un militaire a fait un « carton » sur un taxi collectif, blessant plusieurs passagers. Simples faits divers : ni l'un ni l'autre de ces « tireurs d'élite » ne seront inquiétés... ». A cela s'ajoutait, banale, la corruption : « Sur les routes, le long des voies ferrées et, parfois même, aux portes de certains ministères, notamment celui de l'Information, les militaires font la manche sous couvert d'un contrôle d'identité ».

Cette violence est le fait de l'armée officielle et des bandes paramilitaires : le parti d'Obote — le Congrès du peuple ougandais (UPC) — et les principaux dirigeants du pays ont monté leurs propres milices privées. Et tout ce monde-là de racketter, saccager, tuer et terroriser. Dans les campagnes, les populations se jetaient sur les routes de l'exode lorsqu'étaient annoncées des « opérations militaires » dans la région, tels les 10 000 villageois du district de Luwero en mars-avril 1983. Dans le nord-ouest, 150 000 paysans furent internés dans des camps de concentration, le mot n'est pas trop fort, où ils n'avaient pas d'installations sanitaires, n'étaient quasiment pas ravitaillés et subissaient l'arbitraire de la soldatesque.

## Le rôle de la Grande-Bretagne

L'impérialisme, britannique en particulier, a une large responsabilité dans les calamités qui se sont abattues sur l'Ouganda. Car cette armée ougandaise de gardiens de prison et de bourreaux, divisée par les rivalités ethniques,



Le général Okello (à gauche), le 29 juillet, venant de prendre le pouvoir en Ouganda.

ques, a été formée par l'armée britannique qui continue d'ailleurs à lui fournir des instructeurs (officiellement quatorze). L'Etat anglais n'a jamais refusé son soutien aux différentes dictatures qui se sont succédé dans le pays. Et si à l'occasion l'ancien colonisateur verse quelques larmes sur « les droits de l'homme » bafoués en Ouganda, il se dit surtout préoccupé d'y avoir une armée suffisamment fiable pour ramener l'ordre dans le pays. Fiable pour l'ordre des cimetières, en effet.

Ainsi, en juin 1984, Londres et Kampala avaient signé des accords afin de former des cadres militaires et une armée « digne de ce nom », était-il précisé. C'est-à-dire digne de la confiance de l'impérialisme pour mater une éventuelle révolte de la population, pressurée, appauvrie et même en proie à la famine en 1980-1981, dans ce pays pourtant jadis si fertile que Winston Churchill l'avait baptisé « la perle de l'Afrique ».

En attendant, l'armée ougandaise se décompose en bandes ethniques rivales,

sous la direction de « généraux », seigneurs de guerre locaux qui cherchent à s'accaparer le plus grand territoire possible pour s'y livrer à leurs exactions et à leurs pillages. Aujourd'hui, c'est une fraction de cette armée, liée à l'ethnie achalis, celle du général Tito Okello, qui semble l'emporter. Mais pour combien de temps avant que d'autres bandes rivales ne lui disputent à nouveau la place ?

Annick JALERIAN

## ANGLETERRE

### Tout pour les hauts fonctionnaires !

Margaret Thatcher vient de décider d'augmenter les revenus des hauts fonctionnaires de l'Etat de 12 à 48 %.

Dans un pays où le plan gouvernemental prévoit de limiter cette année à 3 % l'augmentation globale des salaires des fonctionnaires et où 13 % de la population est au chômage, cette nouvelle ne peut être ressentie que comme une provocation.

Et cette mesure apparaît d'autant plus scandaleuse qu'elle fait suite à d'autres qui, elles, s'attaquent aux plus démunis.

Il y a deux mois à peine, le gouvernement annonçait la remise en cause des pensions de retraite, des aides allouées aux pauvres et des allocations-chômage. L'ensemble des sommes dépensées par l'Etat a été révisé à la baisse ; retraités et chômeurs vont ainsi bientôt voir leurs prestations diminuées soudainement.

Comble de cynisme, quasiment en même temps qu'elle annonçait l'augmentation des salaires les plus élevés de la Fonction publique, Thatcher annonçait aussi sa volonté de réduire les salaires des jeunes de moins de 21 ans en leur supprimant la garantie du salaire minimum. Les patrons britanni-

ques ont vraiment de quoi être satisfaits !

La politique provocante du gouvernement en arrive même à inquiéter les propres députés du parti de Thatcher, dont certains ont refusé de voter l'augmentation des revenus des hauts fonctionnaires. Ils commencent à s'alarmer de la

façon dont le gouvernement se discrédite ainsi vis-à-vis de la population, discrédit attesté par de nets reculs des Conservateurs lors des dernières élections partielles. Les élections sont encore loin, mais il faut y penser !

J.L.

## URSS

### Des milliers de jeunes en camps de vacances

Depuis samedi 28 juillet, se tient à Moscou le Festival « anti-impérialiste » de la jeunesse.

20 000 jeunes, venus de 150 pays, se réunissent au nom de la solidarité anti-impérialiste, de l'amitié, de la paix et assisteront à un festival de rock (pour la paix). Mais à la veille du festival, les autorités soviétiques ont jugé bon de vider la capitale d'environ un million de ses habitants (des écoliers, des étudiants et des jeunes ouvriers) et de les envoyer, pendant la durée du rassemblement, dans des camps de

vacances. L'accès de la capitale serait également interdit aux provinciaux et aux visiteurs étrangers pour cette occasion.

Ce n'est ni la première ni la dernière fois qu'un rassemblement international, en URSS, aura poussé les autorités soviétiques à éloigner une partie de la population des lieux d'attraction !

Mais éloigner la plus grande partie des jeunes de la capitale quand on y organise un festival de la jeunesse, il faut le faire !

A.P.



□ ACIERIES DE POMPEY

(Meurthe-et-Moselle)

## Le mauvais coup de la direction... à la veille des vacances

La direction a attendu la veille des vacances pour annoncer la fermeture définitive des aciéries de Pompey pour fin 1986. Tout le monde se doutait bien que les premières réductions d'effectifs décidées en 1982 — qui devaient ramener le nombre d'emplois de près de 4000 à 1350 en 1986 — n'étaient que le début de la fin. Et effectivement, la direction a taillé dans les effectifs comme dans du saïami : de 1350 elle est passée à 800, puis 600, puis aujourd'hui zéro.

Mais jusqu'au bout, la direction a voulu faire croire que son « plan industriel » ramenant les effectifs à quelques centaines de travailleurs était sérieux. Et il y a trois mois, pour dresser la liste de ceux qui étaient retenus sur le site et de ceux qui

devraient « se reconvertir », elle avait mis au point un savant calcul de coefficient : selon l'ancienneté, la qualification, l'âge, le nombre d'enfants, un certain nombre de points étaient attribués. En fonction du total de points, chaque travailleur de l'usine a reçu une lettre de la direction lui disant s'il était retenu ou pas dans l'effectif de l'usine pour 1987. Quelques centaines de travailleurs conservaient ainsi l'espoir de garder leur emploi. Tout cela n'était que du cinéma.

De même, des investissements relativement importants étaient réalisés ces derniers mois, pour deux milliards de matériel et de construction. Et la ronde des bétonnières qui construisaient de nouveaux bâtiments

n'a été stoppée que le lendemain de l'annonce de la fermeture du site sidérurgique de Pompey !

La direction a un an pour mettre 1900 travailleurs à la porte. Il n'y a plus beaucoup de départs en préretraite prévus. Les stages de formation-conversion ? Pour aller travailler où ? Il n'y a pas d'embauche sur le bassin de Nancy et l'autre usine sidérurgique du bassin doit reconvertir, elle aussi, près d'un millier de travailleurs. Les mutations dans d'autres usines sidérurgiques ? Elles licencient elles aussi : ainsi il y a quelques semaines, des travailleurs des aciéries de Neuves-Maisons, proche de Pompey, avaient accepté des mutations pour les aciéries de Trith-Saint-Léger dont on a annoncé la fermeture la semaine dernière !

## Un exemple de la reconversion dans la sidérurgie

### 300 emplois au rabais créés sur place...

Pompey a été souvent cité comme un exemple de la reconversion de la sidérurgie lorraine. En fait, trois mini-usines ont été installées sur le site : Clarion, qui fabrique des auto-radios, la SOFREB, qui fait des boîtes à boissons, et un atelier qui produit des barres de torsion pour les automobiles Renault. En tout, moins de trois cents emplois ! Alors que plus de 1500 emplois ont été supprimés aux aciéries de Pompey ! En plus, les salaires y sont beaucoup plus faibles qu'à Pompey et les conditions de travail bien-pires : travail à la chaîne, pauses de vingt minutes au lieu de trente pour le casse-croûte, etc. Sans compter qu'aux barres de torsion, avec la crise de Renault, il y a surproduction, et que la SOFREB a des capacités de production supérieures aux possibilités du marché. Mais cela, pour les responsables de la reconversion, c'est du détail : ce qui compte, c'est que ces trois bâtiments flamboyants neufs, avec une pelouse autour et les quelques arbres plantés, donnent l'impression que la réindustrialisation à Pompey, c'est bien parti.

### ... pour les autres : partir ? Où ?

Alors, où sont partis les travailleurs ? Les uns en mutation, en particulier quelques dizaines de travailleurs ont été reclassés à la SAFE à Hagondange (qui doit, elle aussi, supprimer plusieurs centaines d'emplois), les autres en préretraite à 50 ans ou en stages de formation.

De nombreux travailleurs sont aussi partis en prenant leur compte, en « capitalisant » leurs droits aux deux ans de formation, comme c'est prévu dans l'ensemble de la sidérurgie. Mais en plus, à Pompey, comme la direction souhaitait se débarrasser au plus tôt des travailleurs, elle a permis à tous ceux qui le souhaitent de capitaliser leurs droits alors qu'ils ne le peuvent normalement, seuls peuvent le faire ceux qui ont créé leur emploi, soit en trouvant un par eux-mêmes. Et le jour de l'annonce de la fermeture de l'usine, ce sont une cinquantaine de travailleurs qui sont venus demander leur compte au bureau du personnel !

### « Créez votre emploi ! »

Quant à ceux qui ont capi-

talisé leurs droits pour créer leur emploi, les désillusions commencent : ouvrir un commerce ou monter un garage dans une région en crise, ce n'est pas tout rose. Et certains travailleurs se sont fait avoir par la propagande de la direction sur « *Sidérurgiste ! Créez votre emploi !* » : ainsi le bruit courait, l'an passé, que ceux qui créaient leur emploi pouvaient obtenir des prêts de 20 à 25 millions de centimes à 1 % d'intérêt sur vingt ans de la part des sociétés chargées de la reconversion. Mais en fait, il fallait déduire de cette somme l'argent perçu au titre de la capitalisation, en moyenne entre 8 et 15 millions. De même, pour éviter d'être imposable sur la totalité de l'argent touché l'année du départ de l'entreprise, il fallait faire une démarche spéciale auprès des impôts : les travailleurs qui l'ignoraient risquent d'avoir bien des surprises en voyant arriver leur prochaine feuille d'impôts.

Retraités, petits commerçants endettés, travailleurs payés au SMIC, chômeurs partis avec leur prime, chômeurs en sursis dans des stages de formation-parking, voilà comment ont été « reconvertis » les travailleurs de Pompey.

□ RATP

## Le « programme AMPERE », ou comment faire des économies sur le dos des usagers et du personnel



La RATP a mis au point cette année ce qu'elle appelle le « programme AMPERE », c'est-à-dire « *programme d'Action et de Mobilisation du Personnel pour l'Efficacité Renouvelée de l'Entreprise* ». Dans ses diverses publications, la direction de la RATP ne cesse de s'octroyer des éloges pour ce projet « *au nom de baptême choc* », et qui serait basé sur « *l'efficacité et la rentabilité (...)* vraies garanties de la pérennité et du développement du service public ».

Qu'en est-il exactement ?

Côté usagers, les grands pontes de la Régie ont surtout prévu de demander l'autorisation des pouvoirs publics pour augmenter les tarifs de façon sensible (5 % en 1986) ; ils expliquent que cette augmentation passera très bien, car personne ne pourra nier les progrès faits dans l'extension du réseau ces dernières années (mise en place du RER) et dans la modernisation en général : il ne faut pas que l'usager s' imagine qu'on peut tout avoir et rien payer, disent-ils en substance...

Côté personnel, pour nous éviter « *le sort du diplodocus* » (sic), disparu faute d'avoir su s'adapter, il s'agit de nous « *responsabiliser* », de « *réduire l'absentéisme et favoriser l'assiduité* », de « *diminuer les temps morts* », de « *mettre un terme à la capitalisation des temps supplémentaires* ». Ce dernier point concerne pas mal de monde sur le ferré comme sur le routier : il s'agit de supprimer la possibilité, pour certaines catégories de travailleurs de la régie, de rattraper et de mettre bout à bout du temps fait en supplément pour prendre quelques jours de congés, et de la remplacer par l'octroi d'une indemnité en temps fixée une fois pour toutes — et bien sûr largement inférieure.

Certaines mesures prévues dans le plan AMPERE ne sont d'ailleurs plus seulement à

l'état de projet dans certains secteurs. La direction de la Régie est particulièrement fière des résultats obtenus aux ateliers de réparation des bus de Championnet (Paris 18<sup>e</sup>). Avec la complicité de la CGT — au temps où il y avait des ministres communistes au gouvernement et où Claude Quin, membre du PCF, venait d'être nommé président de la RATP —, la productivité a augmenté : une tâche qui demandait officiellement 4 heures de travail n'en demande plus, toujours officiellement, que 2... Cette baisse des temps de 30 à 50 % s'est accompagnée d'un resserrement net de la discipline, de la suppression de certaines primes, de la réapparition de quelques pointesuses... Tout cela agrémenté de quelques mesures d'économie sordide (un bleu tous les ans au lieu de tous les six mois, surveillance des fournitures, du téléphone, etc.), économies prônées de plus belle dans le plan AMPERE pour l'ensemble de la Régie.

La direction de la Régie dit avoir des difficultés ; elle s'en prend aux usagers et au personnel. Mais en réalité, ses difficultés financières sont dues au fait que la Régie a dû faire ces dernières années des emprunts à taux très élevés — car l'Etat, nous dit-on, n'est pas là pour subventionner les services publics, ou le moins possible —, et au fait que la Régie constitue un client très intéressant et pas trop regardant pour des entreprises privées comme par exemple la société Matra.

A la Régie, les travailleurs ne voient pas d'un très bon œil les projets de la direction tels qu'ils sont développés dans le plan AMPERE... Apparemment, l'argumentation « choc » du diplodocus ne sera pas suffisante pour nous convaincre d'avaler sans histoires les projets de la direction.

Correspondant L.O.



## La colère des travailleurs... et la bataille pour les élections

Le 22 juillet, la direction d'Unimétal-Trith-Saint-Léger (une usine située dans le site de Valenciennes dans le Nord) annonçait qu'avec l'accord du gouvernement la fermeture de l'usine avait été décidée. Les trusts Sacilor et Usinor, qui contrôlent cette usine, avaient décidé qu'il serait plus rentable de faire laminer les poutrelles par une société luxembourgeoise située en Lorraine, que dans le Nord...

Or, en 1984, les travailleurs de Trith avaient reçu la promesse formelle du gouvernement — Mauroy était alors Premier ministre — que l'usine de Trith ne serait pas fermée, mais au contraire, modernisée !

Les patrons d'Unimétal et le gouvernement avaient sans doute calculé que ces 770 suppressions d'emplois, annoncées à quelques jours des vacances avec la promesse que presque tout le monde partirait soit en préretraite, ou en stage, ou serait reclassé, ne feraient pas trop de vagues.

Mais les travailleurs d'Unimétal ont tenu à exprimer leur colère.

### Un Chérèque en bois pour les sidérurgistes lorrains

L'ex-numéro 2 de la CFDT, Chérèque, ex-OS de Pompey, présenté comme sauveur de la Lorraine l'an dernier quand il a été nommé « commissaire au redéploiement industriel en Lorraine », a eu ses bons mots pour approuver les licenciements annoncés.

« Si le libéralisme consiste à être intelligent, concepteur, à créer des richesses qui créent des emplois stables, je suis libéral », dit-il sans fausse modestie mais en louchant à droite, car son « problème est de savoir si on recherche l'efficacité politique ou industrielle ». Il préfère, bien entendu, la seconde, à savoir « des emplois stables, sortis de la déchère », plutôt que « des emplois maintenus artificiellement ».

Avec Chérèque, vive le naturel, vive les licenciements !

Aux travailleurs qui se battent pour leur emploi, Chérèque lance : « Aujourd'hui, il y a les syndicalistes qui jouent à la guerre de tranchée, sans évoluer. Et les autres, qui accompagnent le mouvement de l'économie ». Chérèque, lui, a su l'accompagner ce magnifique « mouvement de l'économie » qui l'a porté, mais lui seul, à son emploi « stable », loin de la boue des « tranchées » !



Une manifestation des sidérurgistes d'Unimétal devant la sous-préfecture de Valenciennes.

Le 22 juillet même, ils ont bloqué le trafic ferroviaire : le 23, ils sont descendus dans la rue, barrant l'autoroute Paris-Bruxelles, manifestant à plusieurs centaines jusqu'à la sous-préfecture. Le 24, ils ont occupé le siège de la direction, faisant voler meubles et dossiers...

Et, bien qu'après le conseil des ministres du mercredi 24 ait été annoncée la décision de surseoir jusqu'en septembre aux licenciements, et que le 26 juillet, Fabius ait pris devant une délégation d'élus socialistes du Nord « l'engagement solennel » que la fermeture de l'usine de Trith n'interviendrait pas avant que 770 emplois de remplacement ne soient effectivement créés sur le site de Valenciennes, le 29, il y a eu de nouveau une manifestation devant la perception de la ville, et avant les vacances, une centaine de personnes se sont encore rassemblées le mardi...

C'est que pour les travailleurs de Trith-Saint-Léger, il y a bien des raisons de montrer qu'ils ne veulent pas de licenciements.

Pour chaque travailleur de la région de Valenciennes, une perte d'emploi, c'est une catastrophe. C'est peut-être l'un des sites les plus touchés par le chômage dans la région du Nord. Il n'y a pas de possibilité de retrouver un autre emploi, pas de possibilité de « reconversion ». En plus, la plupart des familles ont acheté leur maison (à Trith-Saint-Léger, on faisait même pression récemment sur les familles, raconte la femme d'un futur licencié, pour qu'elles achètent leur garage !)

Mais on n'a pas vu seulement les travailleurs se manifester. On a vu s'agiter toute une brochette de personnalités socialistes, l'ex-Premier ministre Mauroy en tête, lui qui s'est payé le luxe de se

mettre en colère parce que le gouvernement Fabius revenait sur les promesses faites par le gouvernement... Mauroy. Mauroy a donc réuni un état-major de crise, rien de moins. Il a fait donner ses fidèles, les ministres ou secrétaires d'Etat Delebarre et Le Garrec. Et il a envoyé une délégation d'élus socialistes auprès de Fabius.

Tous ces gens qui se réveillent subitement ont une caractéristique commune : ils sont des élus socialistes du Nord !

Ce n'est pas tellement l'emploi des sidérurgistes qui les inquiète que leurs propres emplois, leurs futurs emplois d'élus, de conseillers, de députés, de maires, voire de ministres ou d'anciens ministres.

Ils savent que la déception, la rancœur et la colère que les travailleurs éprouvent vis à vis du gouvernement socialiste va se traduire par une désaffection à leur égard... dans les urnes et qu'ils peuvent se voir, à leur tour, congédiés !

Or, les élections législatives sont proches, et ils veulent limiter les dégâts.

Les quatre conseillers

Patricia MULLAN

### Militantes du PS :

## en quoi vaut-il mieux être une caution qu'un alibi ?

Des militantes du PS viennent de dénoncer ce qu'elles appellent « l'attitude stupide et contradictoire du Parti Socialiste à propos des femmes ». Actuellement, 650 d'entre elles ont signé un appel exprimant leur refus d'« être reléguées au rôle de femmes-alibis », le PS ayant réservé moins de 10 % de places éligibles à des femmes sur ses listes pour les élections de 1986. Ces protestataires revendiquent des postes de responsabilité. Mais on peut quand même se demander, après quatre ans de gouvernement PS, en quoi de tels postes pourraient être enviables pour des militantes qui se veulent socialistes et féminis-

tes ?

Mitterrand, c'est vrai, s'était enorgueilli d'avoir « admis » en 1981 sept femmes dans un gouvernement (de quarante-quatre membres). Mais de quoi peuvent être fières ces (rares) élues ? N'ont-elles pas fait approuver toutes les mesures antisociales décidées par une majorité socialiste en costume-cravate ? Les militantes contestataires veulent-elles ressembler à Edith Cresson qui, pour avoir montré sa « poigne » à l'Agriculture, l'exerce maintenant au Redéploiement industriel en préparant des charrettes de licenciements ? Ou à Georgina Dufoix qui a eu le « privilège » d'expli-

## Liberté... commerciale

Georges Fillioud a donc présenté mercredi 31 juillet le dernier-né des projets gouvernementaux de réforme de la TV. Il s'agit de créer, au début 1986, trois chaînes. Une serait « à vocation musicale », une autre serait une extension de Télé-Monte-Carlo et de RTL-Télévision, et une autre serait un mélange de FR 3 et de la chaîne culturelle souhaitée par Desgraupes. En attendant, Canal-Plus serait maintenue et s'ouvrirait à la publicité sur ses émissions en clair. Et d'ores et déjà, la part de la TVA sur la redevance-télé serait diminuée, pas pour le téléspectateur, mais pour l'Etat qui reverserait ainsi 700 millions à FR 3 et à la chaîne culturelle. Et plus tard, après refonte de la loi, 40 TV locales pourraient voir le jour.

Ce projet que la presse dit fabriqué en toute hâte avant les élections de 1986 est sans mystère : pour l'essentiel, il ouvre encore plus la télévision aux chaînes commerciales. Et comme pour les radios libres, il y a du monde sur les rangs. Europe 1, Hachette, Gaumont, NRJ, la maison de disques Virgin, seraient déjà intéressés par la chaîne musicale.

Evidemment, la droite entonne le couplet « ce n'est pas assez », demandant comme le député RPR Baumel une vraie « TV libre et concurrentielle ».

Quant à ce que cela apportera au téléspectateur, c'est moins évident. Cela risque de ressembler beaucoup à l'évolution des radios, où d'une chaîne commerciale à l'autre, il n'y a guère de différence et tout autant de publicité. La liberté dans la concurrence n'aboutissant qu'à la plus grande uniformité !

Bref, comme bien d'autres mesures gouvernementales, cette réforme de la télévision a tout de la rediffusion du feuilleton : la gauche fait comme la droite, et même avant la droite.

Nelly MEYER

Patricia MULLAN



# Le terrorisme des grands contre les peuples

Le lundi 6 août 1945, à 8 h. 15, la bombe atomique d'Hiroshima explosait. En quelques instants, la ville était anéantie, incendiée. Des dizaines de milliers d'habitants étaient tués sur le coup, une lente agonie commençant pour un nombre aussi important de victimes.

Quelques jours plus tard, Nagasaki était à son tour anéantie en un instant. Au total, les deux explosions firent 250 000 et 120 000 morts, des centaines de milliers de blessés qui, des années après, continueront à en subir les conséquences.

Les Alliés présentèrent l'utilisation de cette arme de terreur comme un geste « humanitaire », destiné à abrégé la guerre de plus d'une année, « épargnant » ainsi des centaines de milliers de vies ! Il se serait agi de contraindre la fraction du gouvernement japonais se refusant à signer la paix.

Dans ses *Mémoires*, Churchill, alors dirigeant du gouvernement anglais, n'hésitera pas par exemple à écrire que ces bombes étaient « un moyen d'abrégé charitablement le massacre en Orient (...) un miracle de délivrance » !

Toutes ces justifications sont non seulement d'un cynisme écœurant, mais de plus totalement contraires aux mobiles réels qui ont amené les Américains à lancer les deux bombes.

Même avant Hiroshima, la capitulation du Japon, qui se fit le 14 août, n'était plus, selon des dirigeants et généraux américains, qu'une question de jours. Le Japon n'était plus en mesure d'affronter l'énorme matériel militaire et humain des Américains, et l'empereur avait, un mois plus tôt, fait des offres de paix, par l'intermédiaire de l'URSS.

Le gouvernement américain voulait certainement d'une part faire une démonstration de force vis-à-vis de l'URSS.

Mais surtout, en s'attaquant à des objectifs civils, en massacrant femmes, enfants, travailleurs, le gouvernement américain a cherché à terroriser toute la population du monde. La fin de la Première Guerre mondiale avait vu une flambée révolutionnaire en Europe, la révolte des opprimés qui avait mis en péril la domination de la bourgeoisie. Pour elle, le danger était grand qu'une telle explosion sociale se produisît, conséquence de la boucherie impérialiste. D'autant plus grand que les horreurs et les misères

de la Seconde Guerre mondiale avaient de loin dépassé en atrocité celles de la Première. Alors il fallait faire la preuve aux yeux des opprimés de la planète que les Etats-Unis n'étaient pas prêts à accepter le moindre trouble révolutionnaire, qu'ils possédaient l'arme absolue et étaient décidés à anéantir des populations entières s'il le fallait pour que se maintienne la domination du capitalisme.

L'emploi d'armes de terreur contre la population ne s'est pas limité à Hiro-



shima et Nagasaki. Le Japon, déjà, avait été victime de raids systématiques depuis le 9 mars, où des milliers de bombes incendiaires avaient été lancées sur les grandes villes du pays. Le bombardement de Tokyo, détruisant principalement les quartiers ouvriers, avait fait près de 200 000 morts en une nuit. Deux mois plus tard, Nagoya et Yokohama étaient à leur tour

rasées, détruites par le feu en quelques heures.

Et en Europe même, les bombardements alliés des villes allemandes de Hambourg, Berlin, Dresde (135 000 morts dans cette seule ville selon les chiffres officiels, largement sous-estimés) avaient visé les populations civiles, tandis que le potentiel économique était épargné et qu'aucun objectif militaire n'était visé.

Avec l'utilisation de la bombe atomique, un degré de plus dans la terreur était franchi.

Cette politique de terrorisme à grande échelle était la préparation de l'occupation militaire par laquelle les vainqueurs assurèrent ensuite eux-mêmes le maintien de l'ordre que les Etats vaincus ne pouvaient plus garantir.

Marianne LAMIRAL

## « L'Humanité » et l'anniversaire d'Hiroshima

« Quarantième anniversaire d'Hiroshima : l'URSS suspend ses essais nucléaires », se félicitait à la Une le journal *L'Humanité* du mardi 30 juillet. Le lendemain, le même journal écrivait dans son éditorial : « Comment admettre la persistance des véritables crimes auxquels on assiste depuis que, le 6 août 1945, la bombe d'Hiroshima ouvrit l'ère atomique ? Comment oser célébrer le quarantième anniversaire de cet événement par de nouvelles explosions nucléaires ! »

Ainsi, pour le lecteur d'aujourd'hui du quotidien du PCF, la cause est claire : ce parti et ce journal dénoncent la barbarie d'Hiroshima. Il n'en a pourtant pas toujours été de la sorte.

Le 8 août 1945, *L'Humanité* avait annoncé Hiroshima et « la disparition d'une ville de 300 000 habitants » avec ce commentaire : « Le retentissement de la découverte est considérable. Cependant le Vatican s'est permis de la désapprouver ! (Tous les partis politiques français, eux, avaient applaudi à l'événement). Qu'il nous soit permis de nous en étonner. Son effet est si foudroyant qu'il ne laisse probablement le choix aux Nippons qu'entre une capitulation à brefs délais et un hara-kiri collectif. Mais là ne se borne pas l'intérêt de cette nouvelle richesse terrestre », comme *L'Humanité* qualifiait alors la bombe atomique qui venait de tuer plusieurs centaines de milliers de personnes.

Quatre jours plus tard,

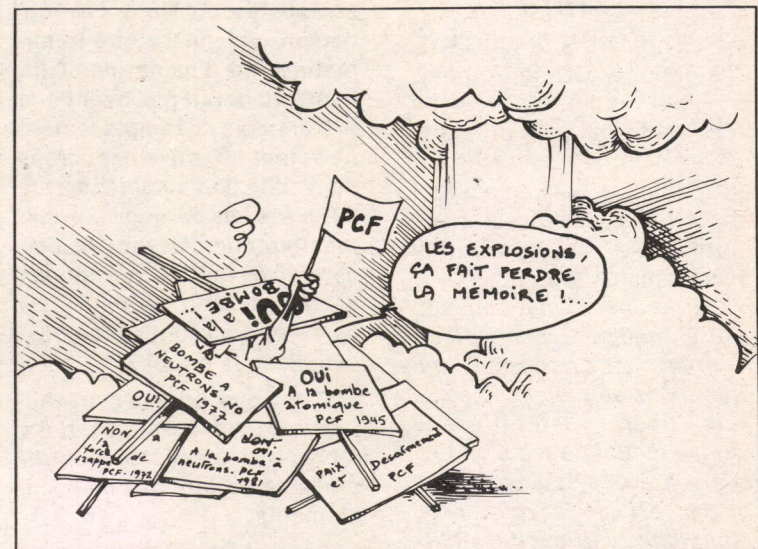
*L'Humanité* revenait à la charge dans un article signé Frédéric Joliot-Curie. Ce physicien de réputation mondiale (il avait réalisé dans son équipe scientifique, dès 1939, la première fission d'un noyau d'uranium) et par ailleurs dirigeant du PCF n'hésitait pas à parler de « cette nouvelle conquête de l'homme »... moins d'une semaine après le massacre.

Un an plus tard, lorsque les Américains procédèrent à des essais nucléaires sur un atoll du Pacifique, à Bikini, *L'Humanité* du 2 juillet 1946 commentait ainsi l'événement : « Pas grand-chose de changé dans l'art militaire, les palmiers de l'atoll sont debout ; Gilda, la belle bombe, a déçu ».

Un ton très « professionnel », bien digne de ces professionnels du gouvernement, responsables devant la bourgeoisie et l'état-major militaire, qu'étaient devenus les dirigeants du PCF. A l'époque, plusieurs d'entre eux siégeaient au Conseil des ministres, Charles Tillon ayant même le titre de ministre de l'Armement.

Ce n'est qu'après leur départ forcé du gouvernement que, les débuts de la guerre froide aidant, les dirigeants du PCF commencèrent à demander, avec le fameux Appel de Stockholm, « l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations ».

Les mêmes causes produi-





# Bilan de santé des banques françaises : tout va bien

**Pour parler  
franchement,  
votre argent  
m'intéresse.**

**BNP**  
banque nationale de Paris

Et ça leur rapporte de plus en plus.

La Commission bancaire, organisme officiel de contrôle des banques, vient de publier son rapport annuel sur les résultats de l'activité de 406 établissements financiers français (soit la quasi-totalité du secteur bancaire, à l'exception des banques mutualistes).

Et si dans la presse, il s'est trouvé des journalistes, comme celui du *Matin*, pour parler de 1984 comme « d'un petit cru pour les banques », dont le bilan serait morose, à l'image de l'activité économique générale, les chiffres publiés par la Commission bancaire montrent plutôt que, si crise il y a, les banquiers ne sont pas ceux qui en souffrent le plus, bien au contraire !

Tout d'abord les bénéfices des banques ont augmenté de 4 % l'année passée : 7,6 milliards de francs en 1984 contre 7,3 milliards en 1983 (ils avaient augmenté de 11 % en 1983) et ceci alors que le volume des opérations qui mesure en gros l'activité globale des banques a augmenté moins vite.

D'autres chiffres cités dans le rapport montrent que les banques se portent bien. Le produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les frais bancaires, a augmenté en moyenne de 5 % par an entre 1978 et 1983...

Cette bonne santé des banques, explique le rapport, est la « conséquence d'une évolution désormais moins rapide des frais généraux (+ 2,8 %) que du produit net bancaire (+ 5 %) ». Et en effet les frais généraux ne représentent plus en 1983 que 18,4 % de l'ensemble des charges contre 25,9 % en 1978. En

particulier cette baisse des frais généraux est due à la baisse des frais de personnel, les salaires des employés en gros, qui ne représentent plus en 1983 que 12,4 % de l'ensemble des charges contre 18,1 % en 1978. Ce qui fait écrire à la Commission bancaire que, « eu égard au développement du volume global de l'activité, cela traduit une amélioration sensible de la productivité ». Et le rapport précise, mais cela les employés de banque le savaient, sans avoir besoin de le lire, que « la rémunération moyenne par agent, qui croissait de plus de 3 % par an au cours des années 1970 stagne depuis 1981 ». Bref, si les banquiers font de l'argent, c'est entre autres dans la poche des employés qu'ils le prennent.

Enfin, le rapport explique que si les banques françaises ne font « que » 4 % de bénéfices cette année, ce qui fait pleurer *Le Matin*, c'est en grande partie parce qu'elles mettent de côté des sommes de plus en plus considérables. Cela se fait par exemple sous forme de « créances pour provisions douteuses », c'est à dire de sommes que les banques considèrent comme pouvant être, un jour, perdues (même si elles sont, pour l'instant, bien gagnées), si jamais certains prêts bancaires, notamment à des pays du Tiers Monde, venaient à ne pas être remboursés.

Eventualité, soit dit en passant, qui ne s'est jamais réalisée mais qui permet aux banques de camoufler une part croissante de leurs bénéfices : 18 milliards de francs en 1983 contre 5,7 milliards

en 1978. Ces 18 milliards de francs représentent 50,5 % des bénéfices des banques, mais en passant ainsi en « provision » ils n'entrent pas dans le calcul de l'impôt sur les bénéfices ! Et ce n'est pas tout : comme les banques mettent d'autres milliards de côté, l'impôt sur les bénéfices n'est calculé, pour ne prendre que 1983, que sur un tiers environ des bénéfices des banques (en 1983 il a été calculé sur la base de 10,7 milliards de francs au lieu des 38,8 milliards, chiffre avant provision, amortissement, etc.).

Alors morose la situation des banques ? A d'autres...

Alain SANCERRES

## USA : la reprise... de la crise

La fameuse « reprise » de l'économie américaine qui était censée annoncer le bout du tunnel et la sortie de la crise économique du monde capitaliste, tourne court.

Pour le premier semestre de 1985, la croissance du Produit national brut américain tombe, en rythme annuel, à 1 % (contre 6,8 % en 1984). Un chiffre qui témoigne de la stagnation de la production industrielle depuis le début de l'année.

A cause du taux élevé du dollar, les marchandises américaines sont fortement concurrencées sur le marché américain et sur le marché mondial par les produits étrangers. Ce qui se traduit par un déficit commercial — excédent des importations par rapport aux exportations — qui ne cesse de croître, et approche de son niveau record.

Pour ce qui est des dépenses de consommation, qui, nous disait-on, autorisaient tous les espoirs, l'optimisme n'est plus de mise du côté des économistes américains, d'abord parce qu'elles ont surtout profité aux importations étrangères, ensuite parce que, financées essentiellement par le recours au crédit et donc à l'endettement, elles auraient atteint leurs limites.

Dans l'automobile, au début du mois de juillet, les ventes des trusts américains ont chuté de 14,9 % par rapport à la période correspondante de 1984. Là aussi, les « bons résultats » reposaient sur des expédients commerciaux à courts termes (remises importantes, prêts à taux privilégiés).

Du côté de l'emploi, le chômage recommence à augmenter (de janvier à mai 1985, le nombre des emplois industriels a diminué de 220 000).

Autrement dit tout porte à croire que l'économie américaine va s'enfoncer à nouveau dans la récession.

En fait, aux Etats-Unis comme en France, et dans les autres pays capitalistes, toutes les mesures économiques des différents gouvernements sont bien incapables de conjurer la crise, quand même elles n'aboutissent pas à l'aggraver.

Mais si les perspectives de reprise économique sont aussi illusoires et éphémères que les mesures mises en œuvre, celles-ci ont un résultat bien tangible et durable : elles préservent les revenus du capital au détriment de ceux des couches populaires. Les riches continuent à s'enrichir et les pauvres à s'appauvrir.



## Les squelettes du Tiers Monde pour les facultés de médecine des pays riches

*Libération* et *L'Humanité* se sont fait l'écho d'un article paru dans un journal indien affirmant que parmi les 1 500 crânes d'enfants qui sont exportés chaque mois par l'Inde, une grande partie proviendrait d'enfants assassinés. Si cette information n'est pas encore confirmée, elle soulève de toute façon un aspect particulièrement sordide de l'exploitation du Tiers Monde.

En effet, chaque année, quelque 20 000 squelettes entiers et des dizaines de milliers d'os destinés à la recherche médicale partent des aéroports et des ports indiens à destination des Etats-Unis, de l'Europe, du Japon et de l'Australie. Une dizaine d'entreprises spécialisées, aussi bien indiennes qu'étrangères, se partagent très officiellement un marché

qui leur rapporte un million et demi de dollars par an. Les investissements sont quasiment nuls : la « marchandise », c'est-à-dire les corps sont ramassés en majeure partie gratuitement : ils proviennent des rivières et des fleuves dans lesquels les Indiens trop pauvres immergent les cadavres et aussi des morgues des hôpitaux, lorsque les morts n'ont été réclamés par personne. Et beaucoup ne le sont pas. Certains cadavres sont aussi achetés aux familles trop pauvres pour s'occuper de l'incinération, en leur faisant croire qu'on se chargera des rites funéraires. Enfin, pour 400 F environ (500 roupies) — ce qui correspond, à Calcutta, à deux mois de salaire d'un tireur de rickshaw (ou taxi à bras) — ces entreprises trouvent toujours

des gens suffisamment dans la misère pour accepter de vendre leur squelette de leur vivant. Une partie des 500 roupies est versée d'avance, le reste va à la famille à la mort de la personne.

L'Inde est ainsi devenue le premier exportateur mondial d'os humains à destination des facultés de médecine, écoles dentaires et autres spécialistes des pays riches. En France, les établissements Pierron de Sarreguemines, par exemple, importent environ 400 squelettes par an. L'Education nationale est un de leurs gros clients, car les squelettes indiens sont, paraît-il, très appréciés comme matériel pédagogique, dans l'enseignement secondaire.

Jean-Pierre MADAULE

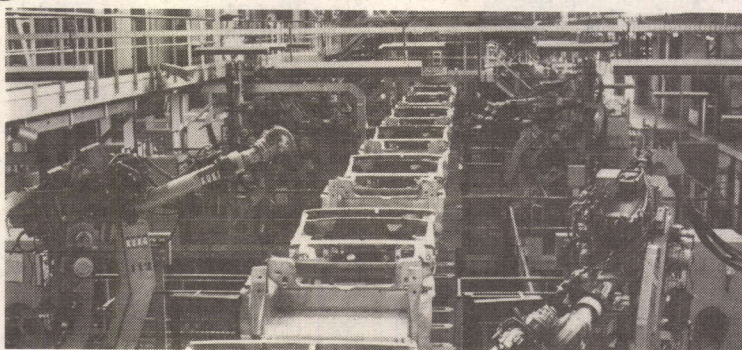


□ RENAULT-CLEON

## Débrayages en série

Depuis quinze jours, l'usine de Cléon a connu une série de petits débrayages dans différents ateliers.

A la chaîne des boîtes de vitesses de R25, les travailleurs ont débrayé 2 heures suite à l'annonce que l'atelier passerait en équipe à la rentrée. Les chefs avaient attendu la dernière semaine, avant le départ en vacances, pour l'annoncer, pensant sans doute que cela passerait sans accroc. Ce secteur comme beaucoup d'autres à Cléon a connu un chômage technique à répétition depuis le début de l'année. Et ce que veut en réalité la direction, c'est supprimer l'une des deux chaînes de ce secteur, rendre mobile une partie du personnel et mettre en équipe le restant. Eh bien, c'est raté pour l'instant. Non seulement, il y a eu deux heures de débrayage mais le lendemain, lors d'une réunion avec les travailleurs du secteur, la maîtrise en a entendu pour son grade. Sur cette chaîne, il y a des travailleurs handicapés et des mères de famille qui ne sont pas d'accord pour les horaires d'équipe.



La semaine dernière, sur la chaîne R6 moteurs, il y a eu aussi un débrayage pour réclamer un quart d'heure de repos supplémentaire à cause de la chaleur. Comme la maîtrise faisait la sourde oreille, les travailleurs sont partis un quart d'heure prendre l'air dehors...

Dans un autre secteur d'usinage, les travailleurs ont été voir collectivement pendant une demi-heure la maîtrise au sujet des coefficients et des essais. Ils demandaient le passage au coefficient supérieur dès la réussite de l'essai professionnel et non plus plusieurs mois après, comme cela se pratique couramment à Cléon.

A la veille des vacances, il y a donc une petite

remontée de la combativité liée surtout à des problèmes d'atelier, souvent à l'initiative de certains militants CGT. Par contre dans d'autres ateliers, certains délégués CGT ne prennent pas en compte les problèmes du secteur et disent qu'il faut attendre la rentrée.

Cependant, c'est près d'un millier de travailleurs qui ont participé mi-juillet au débrayage contre la diminution de la « prime de septembre » qui passe de 350 F à 150 F au coefficient 100. C'était plus que d'habitude, d'autant plus que la CGT appelait seule, la CFDT ne s'y étant pas associée...

Beaucoup de travailleurs voient tout cela d'un bon œil et la rentrée ne s'annonce peut-être pas si calme pour la direction.

Correspondant LO

## A vot'bon cœur

On le sait bien, ce n'est pas à la recherche sur le cancer que l'Etat consacre une grande part de son budget. Et du coup, c'est à la charité qu'on fait régulièrement appel. On connaît les quêtes sur la voie publique...

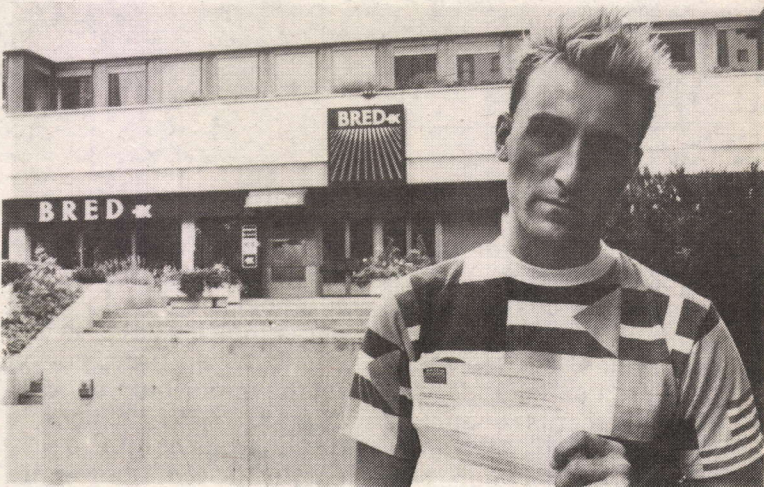
Eh bien, c'est aussi à la générosité du personnel des centres anti-cancéreux qu'on fait appel. Ainsi, à l'hôpital Becquerel, le centre anti-cancéreux de Haute-Normandie, à Rouen, le per-

sonnel a reçu avec ses bulletins de salaire une notice proposant un retrait automatique de 2 F par mois pour subventionner la recherche.

Evidemment, le personnel de l'hôpital est particulièrement touché par le problème. Mais au fait, est-ce que dans l'armée on demande aux militaires de carrière de verser leur petite obole pour acheter les bombes atomiques et autres engins de mort ?

Correspondant LO

## La BRED : ça recoiffe !



Eric Tavier, 22 ans, était employé de la banque de l'agence de Créteil de la BRED. Il vient d'être licencié pour « nuisance pour la collectivité ».

C'est que, voyez-vous, Eric s'était fait faire une coiffure « à l'iroquoise » et la crête jaune paille de sa coiffure défrisait son chef du personnel qui a

une idée précise sur le look de l'employé modèle.

Eric a contre-attaqué aux Prud'hommes, appuyé par tous les employés qui ont signé en sa faveur.

Comprenez qui veut, cette agence avait décerné une récompense à un commerçant entreprenant, qui était justement spécialisé dans les coupes... à l'iroquoise.

□ CHR (Besançon)

## Les tucards en ont ras-le-bol

Nous sommes environ 130 TUC à être embauchés pour un an, au CHR de Besançon. C'est la Direction départementale du travail qui gère nos dossiers, et c'est l'Etat qui nous paie. Nous sommes là, paraît-il, pour préparer une formation.

En fait, la direction n'hésite pas à nous faire faire le travail d'ASH, d'ASI ou de secrétaire. Nous sommes utilisés pour les remplacements de vacances, et le comble de tout, c'est que nous n'avons pas encore touché notre paie, alors que nous sommes là pour la plupart, depuis le mois de mai. Nous nous sommes empressés de téléphoner à la Direction départementale du travail, qui nous a rétorqué que plusieurs dossiers n'étaient pas encore complets, et que, en conséquence, nous serions payés fin juillet. Ce qui fait que depuis trois mois, nous travaillons gratuitement. Avec ça, nous n'avons pas la prime de 500 F. En échange, la direction nous accorde le repas gratuit, mais nous sommes loin de manger pour 500 F par mois.

Aussi, c'est à une quinzaine que nous nous sommes réunis, soutenus par le syndicat CGT de l'hôpital, nous avons élu 5 délégués. Un tract s'adressant à l'ensemble du personnel a été distribué devant le self. Toujours à une quinzaine, nous sommes allés voir, la semaine suivante, le directeur du personnel. Surpris de voir autant de monde dans son bureau,

celui-ci s'est montré compatissant : « En effet, un jeune ne peut pas vivre avec 1200 F par mois ». On ne le lui fait pas dire ! Par contre, pour la prime de 500 F, tout en étant d'accord sur le principe, il a entonné le couplet habituel, que les caisses sont vides, que les impôts ne seront pas payés, etc., etc. En clair, « vos 500 F, n'y comptez pas ». Généreusement il propose aux militants CGT de remettre ce point à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration.

Nous nous attendions à

cette réponse, et nous n'avons pas été trop déçus. Cela dit, les problèmes restent, et sont loin d'être résolus. Certaines surveillantes nous font miroiter une illusoire embauche à la fin de notre stage, étant entendu que d'ici là nous n'avons pas trop intérêt à nous faire remarquer.

Alors, si pour l'instant ce n'est pas encore la colère, notre stage dure un an et il n'est pas dit que notre première expérience reste sans suite.

Correspondant LO

## TUC de 18 à 25 ans :

### les sous-emplois et les sous-payés prennent de l'âge

Samedi 27 juillet, un décret paru au *Journal Officiel* a étendu les TUC (Travaux d'utilité collective), jusque-là réservés aux jeunes de 18 à 21 ans, aux jeunes de 18 à 25 ans.

Cela devrait concerner 100 000 personnes qui pourraient s'ajouter aux 135 000 tucards existant aujourd'hui. Ces boulots à mi-temps, payés 1200 F par mois (pouvant aller au mieux jusqu'à 1700 F si

l'employeur le veut bien), présentés hier par le gouvernement comme une première étape pour les jeunes arrivant sur le marché du travail, sont surtout des sous-emplois.

Pour le gouvernement, les élections de 1986 approchant, cette mesure, à défaut de créer des emplois, servira au moins à diminuer le nombre officiel des chômeurs. C'est aussi une façon pour ce dernier de remettre en cause le

## Quand le code du Travail progresse...

Le *Journal Officiel* du 26 juillet a publié une nouvelle loi selon laquelle « est nul de plein droit (...) tout licenciement prononcé en violation de l'article L 521-U1 du code du Travail ».

article qui stipule que « la grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde ». Ce que le journal patronal *Les Echos* du 31 juillet interprète comme « une réintégration automatique des licenciés pour fait de grève », une interprétation qui semble logique, mais qui demande à être vérifiée par l'usage.

Le code du Travail est ainsi fait que même en cas de licenciement jugé abusif, un juge ne peut décider la réintégration d'un salarié qu'en cas d'accord des deux parties... donc accord du patron !

Alors, finis les licenciements de grévistes ?

Pour les patrons myopes ou illettrés, peut-être. Les autres remarqueront vite que les licenciements pour « faute lourde » pendant une grève ne sont pas concernés par cette nouvelle loi. Selon *Les Echos* une « occupation sur le tas » n'est pas une faute lourde, mais une « violation de la liberté du travail » l'est...

Il suffira de choisir ses termes dans le motif sur la lettre de licenciement !

M.L.



□ Région de Montbéliard  
(Doubs)

## Des milliers d'immigrés s'en vont, et la situation des travailleurs qui restent, français ou immigrés, empire

C'est plus de 5 000 personnes, travailleurs immigrés et leurs familles, qui auront quitté la région de Montbéliard au moment de la rentrée.

Rien qu'aux Automobiles Peugeot (Sochaux), les dossiers d'aide au retour ONI ont été acceptés pour 1 500 travailleurs, concernant particulièrement 364 Algériens, 355 Turcs, 233 Yougoslaves et 125 Portugais d'après les derniers chiffres connus.

Chaque jour voit son lot de voitures et camionnettes chargées à craquer partir des banlieues ouvrières situées dans l'agglomération de Montbéliard-Sochaux, autour des usines Peugeot. Cela ne passe pas inaperçu, et c'est dans toutes les conversations quotidiennes... Des commerçants s'inquiètent pour la baisse de leurs recettes, un boulanger supprime ses tournées dans certains quartiers, on voit des blocs entiers se vider et leurs entrées murées aussitôt pour éviter les éventuels squatters. Les enseignants commencent à protester contre les suppressions de postes qui risquent d'être nombreuses pour la rentrée, car c'est plus de 2 200 enfants qui partent... Aux enfants aussi, ces départs posent des problèmes : certains ne veulent pas retourner dans des pays qu'ils ne connaissent pas, d'autres sont tristes de voir partir des copains et copines de jeux et d'école qu'ils ne reverront plus. Et cela ne se passe pas toujours bien dans les familles !

Pour certains chefs de famille, l'aide au départ peut paraître intéressante. Bien sûr, quand on a un petit salaire, 100 000 F ce n'est pas rien. Mais il faudra repartir à zéro, faire des frais de voyage, réinstaller la famille, trouver un travail, un logement, etc. Et puis tous ne bénéficient pas de cette aide. Il y a dans la région un certain nombre de familles qui partent après de nombreux

années de travail, et qui se voient refuser toute aide parce que depuis un an ou plus on est au chômage. Et là le départ a souvent un goût amer, parce que ça devient trop difficile, ou qu'on a peur des agressions racistes.

En tout cas pour tous ceux qui restent, pour les familles françaises, c'est de plus en plus clair que tous ces départs ne règlent rien, que personne

ne sera embauché dans les usines pour remplacer les partants et que le travail sera encore plus dur en étant moins nombreux à sortir la production. Tous les travailleurs sont traités en outil à usage unique que l'on jette hors des frontières quand patrons et gouvernement n'en ont plus besoin ou qu'on n'est plus assez rentable.

### Les locataires des HLM de Montbéliard ne veulent plus se faire plumer



Mercredi 10 juillet, à l'appel de l'amicale CNL, une soixantaine de locataires se sont rassemblés sur la place du Marché de la ZUP de Montbéliard pour brûler symboliquement leur feuille de régularisation de charges. En effet les rappels pour l'année 84 se montent à des sommes énormes de 500 à 2 500 F en moyenne et jusqu'à 4 000 dans les cas extrêmes.

La colère grondait chez les participants : « Ce n'est pas possible, on ne peut plus payer, on ne veut plus payer... Les loyers et les charges ont déjà augmenté de 32 % en deux ans et nos paies, elles, n'augmentent pas... C'est bientôt toute la paie qu'il faudra leur donner. »

Un travailleur turc et un travailleur algérien ont pris tour à tour la parole pour appeler leurs compatriotes à se joindre au rassemblement : « Vous travaillez ici, vous payez des impôts ici, vous devez vous battre ici » disaient-ils.

Une commission de contrôle des charges, composée de huit volontaires, s'est mise en place dès la fin de la manifestation pour savoir dans quel gouffre est englouti l'argent des locataires.

Dès le départ, les membres de cette commission ont établi leurs règles de fonctionnement :

Premièrement, il est hors de question de servir d'avocats des HLM auprès des locataires pour aménager le paiement.

Deuxièmement, on ne signe rien, on ne négocie rien sans en avoir référé aux locataires.

Le lendemain, la commission de contrôle des charges se rendait au grand complet dans les locaux des HLM pour avoir un œil sur les documents et les pièces justificatives des charges. Et ils se sont entendus répondre qu'il était difficile à l'office de transmettre ces documents au siège de Besançon à l'annexe de Montbéliard (distant de 80 km), sous prétexte que des locataires de Montbéliard pourraient avoir envie de les consulter... à Besançon. La plaisanterie a fait long feu.

Et justement, dans les documents obtenus, les locataires ont pu constater que les contrats de chauffe ont été établis au forfait... en 1966, quand le fuel ne coûtait qu'une bouchée de pain. Une belle entourloupe à débroussailler...

Correspondant LO

□ Dans une agence  
des Télécom de Paris XV

## Que les usagers fassent la queue, on n'embauche pas

Les agences sont chargées de gérer les dossiers des usagers du téléphone (demandes ou résiliations de lignes, installations de postes, changements de numéros, problèmes de factures). Et aussi d'accueillir le public qui vient se renseigner en personne ou par téléphone. Mais pour cela, il y a un manque criant de personnel.

Ainsi, à l'agence commerciale des Télécommunications du boulevard Vaugirard qui couvre une partie du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, agence où travaillent cent personnes.

Premier problème : nous sommes censés faire de l'accueil mais l'administration n'a prévu personne pour accueillir les visiteurs. Il n'y a pas d'hôtesse et donc personne pour renseigner les gens qui doivent faire la queue, souvent une demi-heure, pour s'entendre fréquemment répondre qu'il n'y a actuellement plus de postes de téléphone disponibles.

En principe, selon les consignes des chefs, priorité absolue doit être donnée aux gens qui téléphonent pour se renseigner. L'une des raisons est que la direction des Télécom procède incognito à des appels dits « de qualité de service » pour noter le temps d'attente avant de recevoir une réponse. Ensuite les différentes agences sont classées en fonction de leurs performances et la prime annuelle du directeur d'agence dépend de ce classement.

Nous avons donc instruction de répondre. Mais les arrivants dans le service ne recevant aucune formation alors qu'ils travaillaient souvent auparavant dans des secteurs différents des PTT (il n'y a pas le temps, paraît-il, de les former), se débrouillent pour se renseigner sur le tas, au petit bonheur.

Outre les procédures administratives, nous sommes aussi supposés faire

de la réclame pour tous les nouveaux matériels vendus par les PTT. Et des gadgets pour faire marcher les affaires des entreprises privées qui les fabriquent, les Télécom n'en manquent pas : téléphone Digitel (qui permet grâce à un amplificateur d'entendre son correspondant dans toute une pièce), écrans Minitel en noir ou en couleurs (pour l'instant la distribution est suspendue suite aux récents problèmes), cartes à mémoire destinées à payer les appels dans les nouvelles cabines publiques sans pièces, etc... Là encore, le responsable de l'agence dont la prime dépend aussi du nombre de matériels placés auprès de la clientèle, essaie de nous aiguillonner.

La charge de travail est telle que la plupart des employés dont beaucoup avaient demandé à venir travailler dans une agence en espérant un travail plus varié que par exemple dans le centre de Chèques postaux voisins, ne pensent qu'à repartir.

Tous les partants ne sont pas remplacés : en quelques mois, six ou sept d'entre eux ne l'ont pas été. L'administration s'est contentée d'embaucher trois ou quatre jeunes en TUC, histoire d'économiser sur les salaires, évidemment. Elle fait systématiquement appel aux heures supplémentaires le samedi. Et pour tenter de faire avaler la pilule, une prime mensuelle d'environ 300 F est versée depuis le 1<sup>er</sup> août.

Dernièrement, Fabius a annoncé à grand renfort de trompe que pour améliorer les relations avec les usagers, les gens de l'administration doivent désormais donner leur nom. Mais si l'usager a désormais le droit de demander le nom des employés, le problème reste qu'il y a de moins en moins d'employés à qui le demander.

Correspondant LO



dans les salles parisiennes

## Films récents...

**ROUGE MIDI.**  
de Robert Guediguian.

A travers l'histoire de quatre générations d'immigrés italiens à Marseille, l'évocation de la vie d'une famille de gens fiers d'être ouvriers dans les années 1920 à 1970. **Latina 4°.**

**DAVID, THOMAS ET LES AUTRES.**  
de L. Szabo.

Un petit village hongrois, juste après la dernière guerre, raconté à travers la vie d'une bande d'enfants. **Biarritz 8°.**

**LA ROSE POURPRE DU CAIRE.**  
de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran. **Gaumont-Les-Halles 1° (vo).** **Gaumont Richelieu 2°.** **Studio de la Harpe 5° (vo).** **Paramount Odéon 6° (vo).** **Pagode 7° (vo).** **Gaumont Champs-Élysées 8° (vo).** **Paramount Opéra 9°.** **14 Juillet 11° (vo).** **Escorial 13° (vo).** **Gaumont Sud 14°.** **Bienvenue 15°.** **Gaumont Convention 15°.** **14 Juillet 15° (vo).** **Paramount Maillot 17°.**

**LA ROUTE DES INDES.**  
de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens. **Berlitz 2°.** **Gaumont Ambassade 8° (vo).**

**LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE.**  
de Hector Babenco.

Par l'auteur de « Pixote », un film tout en finesse sur les relations qui se nouent entre deux hommes que tout sépare : un prisonnier politique et un homosexuel, dans une cellule d'une prison du Brésil des militaires. **Ciné Beaubourg 3° (vo).** **Olympic Luxembourg 6° (vo).** **Sept Parnassiens 14° (vo).**

**LA DÉCHIRURE.**  
de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. **Opéra Night 2°.** **Cinoches 6° (vo).**

## ... et moins récents

**AMADEUS.**  
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse. **Vendôme 2° (vo).** **Lucernaire 6° (vo).** **St-Lazare Pasquier 8°.** **George V 8° (vo).** **Trois Parnassiens 14° (vo).**

**LA DIAGONALE DU FOU.**  
de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. **Studio de la Harpe 5°.** **Elysées Lincoln 8°.**

**L'EAU ET LES HOMMES.**  
de Pierre Willemain.

A voir pour une suite d'images extraordinaires qui nous laissent pantois ; la paroi interne de la « Géode » constitue un écran géant. **La Géode 19°.**

**BRAZIL.**  
de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine traitée dans le style 1984 et sur le mode de l'humour noir. **Trois Parnassiens 14° (vo).**

**LE FLIC DE BEVERLY HILLS.**  
de Martin Brest.

Un détective aux méthodes peu orthodoxes enquête sur la mort de son ami. **Paramount Marivaux 2°.** **Mari-gnan 8° (vo).**

**KAOS, CONTES SICILIENS.**  
de Paolo et Vittorio Taviani.

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie. **Epée de Bois 5° (vo).**

**GREYSTOKE.**  
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. **Opéra Night 2°.** **Cluny Palace 5° (vo).**

**LES RIPOUX.**  
de Claude Zidi.

Des flics corrompus dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentés. **Rex 2°.** **Danton 6°.** **Biarritz 8°.** **St-Lazare Pasquier 8°.** **UGC Gobelins 13°.** **Montparnos 14°.**

**UN FAUTEUIL POUR DEUX.**  
de John Landis.

Un Blanc richissime perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes. **St-Germain Huchette 5° (vo).** **Gaumont Ambassade 8° (vo).** **Montparnos 14°.** **14 Juillet 15° (vo).**

**PARIS TEXAS.**  
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. **Ciné Beaubourg 3°.**

**SOLEIL VERT.**  
de Richard Fleischer.

Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir. **Arcades 2°.**

**LE BAL DES VAMPIRES.**  
de Roman Polanski.

Une parodie très drôle des films d'épouvante. **George V 8°.** **Sept Parnassiens 14° (vo).**

**FRANKENSTEIN JUNIOR.**  
de Mel Brooks.

Un monstre naît des expériences du petit-fils de Frankenstein. Monstrueusement drôle. **George V 8° (vo).**

**TO BE OR NOT TO BE.**  
de E. Lubitsch.

Une troupe de théâtre polonaise résiste aux nazis. Mais Shakespeare résiste aux acteurs... **Champo 5° (vo).**

## -LIVRES-

## « Michael K., sa vie, son temps »

de J.M. COETZEE

Afrique du Sud, dans la province du Cap. Le romancier anticipe : c'est la guerre civile. Des bandes de partisans harcèlent les forces armées, les campagnes, peu sûres, sont désertées, les affamés et les sans-logis, eux, quittent les villes surpeuplées et dévastées par les émeutes. Un modeste jardinier tente, lui aussi, de fuir cette atmosphère de crise économique et de répression. Michael K. perd son travail et tente d'amener sa mère impotente loin du Cap : vers « la campagne paisible de son enfance ». C'est dans une charrette de sa fabrication

et sans le laissez-passer obligatoire que Michael l'emmène. Il faut compter avec le couvre-feu : « Ils dormirent dans une ruelle, sur un lit de cartons mis à plat. (...) Quand un car de police en patrouille descendit lentement la rue, il pressa sa main sur la bouche de sa mère... ».

Elle meurt en cours de route. Il tente de survivre. Les soldats et les policiers pourchassent les vagabonds. Embarqué dans des brigades de travail forcé, mis dans des camps, humilié, c'est « l'histoire d'une vie passée en cage », une

cage qui enferme le pays tout entier. C'est surtout l'histoire d'une vie passée à fuir l'oppression et la violence. Sa fuite reste individuelle, c'est pourquoi il a beau s'échapper des camps, il demeure prisonnier. Il va donc employer d'autres moyens, bien à lui, pour rester malgré tout un être humain.

Un petit livre poignant sur un des aspects de l'oppression qui règne en Afrique du Sud.

Bernard SANAS

Michael K., sa vie, son temps, de J.M. Coetzee. Ed. du Seuil. 217 pages. 79 F.



Le mois dernier, lors d'affrontements avec la police, en Afrique du Sud.

## -FILMS-

## « Un été pourri »

Le jour même où, las de sa vie professionnelle, il compte présenter sa démission, un journaliste d'un quotidien de province se résigne à accepter de suivre une affaire criminelle. Encore une et, espère-t-il, la

dernière. Le meurtrier, un désaxé, se prend d'intérêt pour lui et lui rend compte en exclusivité d'une série de crimes. Voilà notre journaliste projeté au centre de l'actualité et de la célébrité. *Un été pourri* évolue

comme un simple film policier avec un zeste d'horreur et une bonne dose d'in vraisemblance dans le déroulement de l'histoire.

Un film pour été pluvieux !

## « Le dernier dragon »

Depuis la mort de Bruce Lee, le roi incontesté du kung-fu, le filon des films de karaté avait tendance à s'épuiser. Les producteurs avaient bien essayé de trouver des remplaçants, histoire d'entretenir la manne, mais ce n'était que de pâles copies.

Par contre, ce qui n'avait pas encore été tenté dans le genre, c'est le pastiche. Voilà une bévée de corrigée avec la sortie du film de Michael Schultz *Le dernier dragon*.

L'action ne se déroule pas à

Hong-Kong mais à New York, le héros n'est pas un Asiatique mais un Noir de Harlem qui mange ses pop-corn avec des baguettes ; les combats, réglés comme du papier à musique, sont aussi délirants que comiques. Leroy Green, notre héros adepte et admirateur de Bruce Lee, cherche désespérément « le dernier dragon », c'est-à-dire l'ultime perfection dans la maîtrise de son art. Y parviendra-t-il, alors que l'abominable Sho'nuff, le shogun de Harlem, le poursuit inlassable-

ment et qu'Arcadian, le producteur minable de vidéo-clips veut lui faire la peau ?

Epaulé par son jeune frère qui, au passage, en profite pour faire l'éducation « version Harlem » de son aîné mal dégrossi et par Laura, la belle disc-jockey du « Septième ciel », la boîte à la mode de New York, Leroy devrait normalement s'en sortir. Mais... Mais...

Tout cela n'est pas sérieux, mais sacrément divertissant et plein de drôlerie.

Stéphane HENIN



## « Le roman de Goya »

de Lion FEUCHTWANGER

Ce roman historique de Feuchtwanger ne retrace pas toute la vie de Goya mais les quelques années où le peintre espagnol, tournant le dos à la facture qui avait fait de lui un peintre à la mode, se met à représenter « l'envers du décor ».

Né en 1746 en Aragon, Goya part pour Madrid à l'âge de dix-sept ans. Il entre dans l'atelier de Francisco Bayeu, peintre de la Cour, et connaît vite la célébrité. Il fait les portraits des grands d'Espagne, les commandes sont nombreuses, l'argent rentre.

En 1786, il devient peintre du roi.

Mais à l'âge de quarante-cinq ans — et c'est là que débute le livre — il remet tout en question. Il vit une liaison difficile avec la duchesse d'Albe, une des plus grandes dames du pays, et cherche à se défendre de son caractère fantasque et capricieux avec ses armes : la peinture. Sur la toile apparaît le véritable caractère derrière le portrait officiel. Et peu à peu, tous les grands, souverains compris, subissent le même traitement. Au lieu d'estomper leurs défauts, Goya les amplifie : la laideur, la cupidité, la vantardise.

Bien que ses amis libéraux essaient de l'amener dans leur combat politique et de lui prouver qu'au travers de sa peinture



il s'en prend au régime, Goya se défend pourtant de n'être autre chose qu'un peintre, se contentant d'exprimer ce qu'il ressent sans chercher à mécontenter ses riches commanditaires.

Son art change complètement quand il devient sourd. Il lutte contre la maladie qui l'isole du monde, la folie qu'il appréhende. Finalement, la force et l'appétit de vivre qui n'ont jamais fait défaut au peintre reprennent le dessus. Pour se débarrasser des cauchemars qui le traquent, des chimères venues du fond de la superstition, Goya va les fixer. Il ne peint plus les grands en habits d'apparat, il en fait des monstres : des fous, des bœufs, des cannibales, des

vieilles grimaçantes...

Mais pour Feuchtwanger, ce ne sont pas les seuls événements personnels qui influent sur la peinture de Goya. A travers la personnalité du peintre, l'auteur dresse un portrait de l'Espagne en cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle — ou plus précisément du milieu qui gravite autour de la Cour. Il décrit la lutte qui oppose les libéraux, regardant vers la France d'un œil favorable, aux forces réactionnaires menées par l'Inquisition, et comment Goya, quoi qu'il en dise, choisit son camp : malgré la peur que déclenche le tribunal ecclésiastique, malgré le risque de se voir humilié, brisé voire exécuté au cours d'un autodafé, il fait publier des tirages de ses « caprichos » — les caricatures dans lesquelles il attaque aussi l'Inquisition.

L'intérêt du livre est de montrer le combat qui se livre en Espagne entre l'obscurantisme et l'esprit du siècle des Lumières, et qu'en ayant choisi de dénoncer les tares des grands et toutes les horreurs de son époque, Goya fait plus que témoigner, il est partie prenante de ce combat. Et c'est cela aussi qui fait la grandeur de l'artiste.

Marianne LAMIRAL

Le roman de Goya de Lion Feuchtwanger. Ed. Calmann-Lévy. 352 pages. 79 F.

## « Dans campagne tranquille, organisons stages. Ambiance sympa »

d'Alain-Yves BEAUJOUR



adolescents attardés qui vivent leur petit retour à la terre dans une maison rustique, décident eux aussi de profiter de la poule aux œufs d'or ; en organisant, eux, un stage de jeûne !

Ils trouvent une dizaine de personnes prêtes à n'ingurgiter qu'une infusion de menthe sauvage (cela pousse partout) pendant huit jours.

Cela dans un environnement humain édifiant : une quinzaine d'hommes d'affaires mégalomanes dans la propriété voisine, un gendarme super-zélé et superfêlé qui traque la « subversion communiste » en fichant les chiens errants et les amours illicites du canton ! Il y aura même un attentat terroriste. Le tout donne une grosse farce complètement loufoque, où tout le monde est épinglé, à commencer bien sûr par les charlatans qui font payer (cher) des stages de « ramassage de crottes de biques ».

M.L.

Dans campagne tranquille, organisons stages. Ambiance sympa de Alain-Yves Beaujour. Ed. Flammarion. 212 pages. 70 F.

Vous possédez une bicoque dans une région pittoresque, vous voulez gagner pendant trois mois de quoi vivre tranquille pendant le reste de l'année : organisez des stages de n'importe quoi. Dans cette petite ville du sud-ouest, ils prolifèrent : apprentissage de la fleur en papier-crépon, tressage de baleines de parapluie, ou stage conjoint de méditation transcendental et de réparation de fer à repasser...

Les trois héros du livre,

## Sélection Télé

### Samedi 3 août

20 h 35. A2. Chantez-le moi : Roule, roule, train du plaisir. Des chansons pittoresques qui racontent à leur façon l'histoire des trains à travers les âges.

20 h 35. FR3. Boulevard du rire : des extraits des spectacles de Guy Bedos, Zouc... et bien d'autres.

21 h 55. A2. Les enfants du rock : Rock'n roll graffiti. Les Rolling Stones, Sheila, Stevie Wonder...

### Dimanche 4 août

15 h. A2. Cette terre si fragile. Une émission de Frédéric Rossif : Pantanal, l'adaptation de la faune à la transformation cyclique de son environnement : une prairie marécageuse du Brésil.

17 h 30. TF1. Les animaux du monde. Nos compagnons sauvages de tous les jours : hérissons, loirs et lapins.

17 h 35. A2. Les carnets de l'aventure : Patagonie force 10. Sept marins et trois alpinistes explorent, au fond d'un fjord de Patagonie, un massif inviolé.

20 h 35. TF1. Mille milliards de dollars. Un film d'Henri Verneuil (1982) avec Patrick Dewaere. Un journaliste découvre fortuitement une machination ourdie par une multinationale. C'est Harold Sidney Geneen, pendant 20 ans le tout-puissant patron d'ITT, qui servit de modèle au réalisateur.

22 h 15. A2. Harlem Nocturne : Mystery Mister Ra. Sun Ra, une des personnalités les plus curieuses du jazz d'avant-garde.

22 h 30. FR3. Venez donc prendre le café chez nous. Un film d'Alberto Lattuada (1970) avec Ugo Tognazzi. Une charge féroce, mais sans nuance, de la petite bourgeoisie italienne.

### Lundi 5 août

20 h 35. TF1. Cinquième colonne. Un film d'Alfred Hitchcock (1942). Humour, suspense et relent de propagande patriotique pour ce film tourné pendant la guerre.

20 h 35. A2. Siegfried. Opéra en trois actes de Richard Wagner sous la direction musicale de Pierre Boulez.

Retransmission en stéréo sur France-Musique.

### Mardi 6 août

20 h 35. TF1. Haroun Tazieff raconte « sa » Terre : « Haroun Tazieff et les volcans ». Les différents aspects des recherches et des observations du volcanologue, à travers des exemples de volcans.

20 h 35. A2. Les Dossiers de l'écran : Marty. Un film de Delbert Mann (1954). Dans un quartier populaire de New York, un garçon boucher timide et laid rencontre au bal une jeune fille aussi timide et complexée que lui... Suivi d'un débat sur le thème « Être beau, être laid », pourfendant (paraît-il) les canons de la beauté imposés par le cinéma et la publicité. Alors, « tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil » ?

20 h 35. FR3. Fantomas se déchaîne. Jean Marais, Louis de Funès et Mylène Demongeot dans une aventure délicate.

### Mercredi 7 août

14 h 25. A2. Chroniques martiennes. Téléfilm en trois parties d'après l'œuvre de science-fiction de Ray Bradbury.

20 h 35. A2. Messieurs les jurés : L'affaire Féchain. Le procès d'un professeur, assassin d'une de ses élèves.

21 h 35. TF1. Julien Clerc à Bercy.

### Jeudi 8 août

20 h 35. TF1. Monsieur Abel. Téléfilm de Jacques Doillon avec Zouc et Pierre Dux : l'univers de la démence obsessionnelle.

20 h 35. A2. Le tigre sort sans sa mère. Film de Mario Maffei (1968). Un polar à la française avec Roger Hanin.

22 h 05. TF1. Racines. Jorge Amado. Misère et magie au Brésil. L'auteur de Bahia de tous les saints, Capitaines des sables, raconte sa vie et parle de son pays.

20 h 35. FR3. Fanny et Alexandre. Deuxième épisode du film d'Ingmar Bergman. Une peinture d'une famille de la bonne bourgeoisie d'une petite ville suédoise, au début du siècle.



### Vendredi 9 août

20 h 35. A2. Marcheloup. Premier épisode de l'adaptation du roman de Maurice Genevoix Un homme et sa vie : l'histoire d'un village de bûcherons confrontés à l'apparition de l'industrie.

22 h 55. A2. Ciné Été : Trafic. Un film de Jacques Tati (1970). Les aventures de M. Hulot dans l'enfer des embouteillages.



# La crainte d'une explosion sociale fait reculer le gouvernement

Faut-il qu'ils aient eu peur, tous, les élus guadeloupéens de droite comme de gauche, les notables, les autorités religieuses, le gouvernement français, que l'on a entendu souhaiter à haute voix que le tribunal de Basse-Terre se déjuge et décide la mise en liberté de Georges Faisans ! Après coup, une fois rendu le jugement de mise en liberté sous contrôle judiciaire de Faisans et surtout après que les barricades qui paralysaient Pointe-à-Pitre eurent été démantelées par ceux qui les avaient élevées, les Chirac et autres Debré ont, bien sûr, accusé le gouvernement d'avoir cédé devant « une infime minorité d'agitateurs » indépendantistes.

Mais justement, s'il ne s'était agi, ces derniers jours en Guadeloupe, que de la mobilisation des seules organisations membres du Comité de coordination, la trouille des autorités n'eût pas été aussi grande. Seulement voilà, c'est parce qu'au-delà des seules « minorités » dénoncées par Chirac, se sont mobilisés et sont descendus dans la rue des milliers de Guadeloupéens, que toute l'île a été paralysée puis ébranlée. Le journal *Le Monde* du 30 juillet, citant le préfet de la Guadeloupe, ne laisse aucun doute à ce propos : « A tout prendre, cette ville abandonnée aux indépendantistes, ce week-end aux allures de lendemain de coup d'Etat tropical, cela valait sans doute mieux que le « profond dérèglement », que l'« onde de choc », comme le dit le préfet (...) enregistrés trois jours et trois nuits durant ».

Si le gouvernement a fait revenir de ses vacances lointaines un procureur de la République, s'il a choisi de remplacer deux des trois juges blancs par des Noirs, pour que soit, enfin, prise la décision apaisante, c'est que cinq jours de mobilisation de la population, les échauffourées et les barricades — et

surtout la part déterminante qu'y avaient prise les jeunes des quartiers pauvres de Pointe-à-Pitre — avaient créé une situation sociale explosive. « En vingt ans de carrière », disaient des CRS cités par *Le Monde* du 31 juillet, ils n'avaient « jamais vu quelque chose d'aussi dur ». Ils savaient de quoi ils parlaient, eux, qui, selon le même journal, avaient bombardé de 1 700 grenades lacrymogènes les manifestants dans la seule journée du mercredi 24, sans réussir à en venir à bout.

Certains commentateurs ont comparé les événements guadeloupéens de ces derniers jours avec ceux de Mai 68. Par certains aspects — barricades, affrontements avec les forces policières —, Pointe-à-Pitre a peut-être connu une sorte de Mai 68, mais avec une différence qui change tout : cette fois, ceux qui étaient dans la rue, qui construisaient les barricades, qui affrontaient la police, ce n'était plus seulement des étudiants, mais des jeunes — chômeurs pour la plupart — dans lesquels se reconnaissait la majeure partie de la population noire pauvre.

Du *Figaro* au *Monde*, la presse a parlé de ces jeunes en les traitant de « voyous » et de « hooligans » (et cela aussi, c'est une différence avec ce que la même presse disait des étudiants et lycéens de Mai 68 !). Elle a insisté sur le fait qu'un millier au moins de ces jeunes chômeurs constituait l'élément moteur et dur de la mobilisation guadeloupéenne, insistant sur les pillages auxquels ils se sont livrés. *Le Monde* du 31 juillet écrit ainsi que « le préfet estime à près d'un millier le nombre des « éléments incontrôlés » vus sur les barricades, jeunes gens en mal de transistors et de matériel vidéo, voleurs de fusils de chasse dans les armureries, voyous à la recherche de « contrats » faciles à exécuter la nuit sur les forces de

l'ordre ».

Evidemment que dans une population qui connaît un taux de chômage de 30 % (comme le déclarait à la télévision Vivien, le patron des patrons guadeloupéens, mercredi dernier), ce ne sont pas les plus riches qui se mettent à piller les magasins, mais ceux dont, doucereux après avoir été méprisant, *Le Monde* du 31 juillet disait qu'ils « n'avaient d'autre perspective que le chômage de longue durée ou le songe de l'indépendance ». Seulement, ces commentaires sur l'attrait des « transistors » et du « matériel vidéo » ne peuvent pas faire oublier le soin mis par ces jeunes des quartiers pauvres à choisir certains magasins appartenant à des Blancs riches et honnis. Et si, en outre, parmi ces magasins se trouvait une armurerie, c'est parce que certains de ces jeunes sentaient bien que le meilleur moyen de se faire respecter n'est pas d'avoir les mains vides.

D'une certaine façon, cette mobilisation, cette combativité d'une fraction de la population, des plus déshérités d'entre elle, a constitué un succès qui dépassait les espérances de certaines organisations nationalistes et qui leur posait même certains problèmes. Ainsi, Rozan Mounien, président du Comité de coordination et dirigeant de l'UPLG (l'organisation nationaliste guadeloupéenne la plus importante numériquement) déclarait au journal *Libération*, le 29 juillet, en réponse à la question de savoir s'il n'avait pas eu de problèmes sur les barrages : « C'est possible. Mais nous avons remis de l'ordre. (...) Les gens sont canalisés ». Le 30 juillet, *Le Monde*, lui aussi, faisait état des « difficultés » dont « certains responsables de l'UPLG n'ont pas fait mystère » et qu'ils auraient eues « à empêcher (...) les habitants du bidonville de Boissard, chômeurs guade-

loupéens ou immigrés dominicains, (de s'orienter) vers des opérations de type militaire ».

« Les chefs séparatistes souhaitent un retour au calme », titrait *Le Monde* du 30 juillet. Mais, apparemment, ils n'étaient pas les seuls. Ce même journal écrivait le lendemain que « l'île avait dû avoir bien peur » pour que « même des anti-indépendantistes résolus » montrent avec « ostentation un tel soulagement » et en viennent à « s'enquérir de l'état de santé de G. Faisans à sa sortie de prison ».

Il a fallu cinq jours d'affrontements pour voir cela et pour que les autorités (fichus hypocrites !) parlent de transformer le bidonville de Boissard. D'autant qu'en l'occurrence, les raisons de cette soudaine « sollicitude » des autorités sont loin d'être exclusivement humanitaires.

Au titre des mesures décidées, *Le Monde* du 31 juillet cite notamment un renforcement des forces de police pré-

sentes en permanence (elles passeraient de 200 à 500 hommes) mais aussi le fait que « lorsque la tension et (la) solidarité (...) seront retombées, il est probable que la police décidera d'aller demander des comptes aux dizaines de jeunes soupçonnés d'avoir détenu des armes à feu. Peut-être même une « descente » s'impose-t-elle, de l'avis des autorités, au « ghetto » Boissard (...) qui aurait naturellement constitué le bastion de résistance en cas d'affrontements plus graves ».

Eh oui, *Le Monde* a parfaitement saisi qu'une fois les barrages levés et les jeunes retournés chez eux, et donc isolés, l'heure de la répression allait sonner. Seulement, justement parce que ces jeunes, parmi les plus déshérités, viennent d'apprendre à rendre les coups et pour certains sont armés, il n'est pas dit que la tâche de la police sera aisée.

Pierre LAFFITTE

## Mai 1967 :

## Les massacres de l'Etat colonial

Le souvenir des massacres de 1967 est présent dans toutes les mémoires en Guadeloupe.

A l'origine, il y avait une grève des travailleurs du bâtiment de Pointe-à-Pitre qui réclamaient une augmentation de salaire de 2 %. Alors que ceux-ci attendaient le résultat des négociations qui avaient lieu entre leurs représentants et ceux des patrons, les forces de répression (CRS, « képis rouges ») allaient violemment attaquer les grévistes sous prétexte que des pierres avaient été jetées contre elles.

Pendant deux jours et deux nuits, la terreur s'installa à Pointe-à-Pitre. Tout rassemblement de plus de trois personnes fut interdit. Les troupes coloniales organisèrent une véritable chasse à l'homme, tirant à vue sans aucun prétexte sur tout ce qui bougeait, abattant parfois des hommes sur le pas de leur porte. Au total, il y eut près de 60 morts.

Il y eut aussi les arrestations des militants nationalistes anticolonialistes membres de différentes organisations — en particulier du GONG — mais aussi de travailleurs pris pendant les manifestations ou de jeunes soupçonnés d'avoir lancé des pierres contre les CRS. Des dizaines d'entre eux furent emprisonnés en France et y restèrent en prison, pendant quatre ans pour certains...

## NOUVELLE-CALÉDONIE :

## A Thio, la population riposte aux gendarmes

A peine les barrages étaient-ils levés autour de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, que d'autres se mettaient en place... en Nouvelle-Calédonie. Et après avoir envoyé ses CRS et gendarmes en renfort en Guadeloupe, le gouvernement en a envoyé d'autres à Thio ; il est vrai qu'en Nouvelle-Calédonie, vu leur densité sur l'île, ils ont eu moins de chemin à faire...

A Thio, les barrages et les violents affrontements étaient la riposte du village kanak de Saint-Philippo II à une agression de la gendarmerie.

Lundi 29 juillet à 20 h, une vingtaine de gendarmes avaient pénétré dans la tribu pour tenter d'arrêter un jeune Kanak qu'ils accusent d'avoir tué un Européen, Yves Tual, le 10 janvier. La gendarmerie essaya vainement de l'arrêter depuis six mois, faisant preuve de plus d'acharnement dans ce cas que lorsqu'elle est censée rechercher des militaires d'extrême-droite pour les expulser.

Cette fois encore, l'opération a raté. Le jeune Mélanésien est parvenu à s'échapper à temps... ce que les gendarmes ont eu eux-mêmes du mal à faire devant la réaction de la population, ne parvenant à se dégager qu'en tirant des grenades lacrymogènes.

Peu de temps après, en riposte, la gendarmerie locale était attaquée et un barrage dressé sur un pont voisin du village. Les bureaux de la société Le Nickel se sont trouvés ainsi isolés.

Les Kanaks réclament le départ des quatre gendarmes particulièrement chargés de traquer le présumé meurtrier d'Yves Tual, ainsi que de trois Wallisiens qui ont affirmé que des viols ont eu lieu lors de l'occupation de Thio par le FLNKS en décembre.

Le gouvernement français a choisi de réagir par une puissante démonstration de force.

Quatre cents gendarmes (autant qu'il y a d'habitants à Saint-Philippo II, enfants compris) ont été rapidement envoyés sur place, dont des troupes d'élite de parachutistes de la gendarmerie. Tandis que des tireurs d'élite mettaient en joue les militants kanaks, quatre blindés ont pris d'assaut le barrage, des hélicoptères prenaient les défenseurs à revers, le tout accompagné du tir de plus de deux cents grenades lacrymogènes et offensives.

Face à ce déploiement de force, les militants du FLNKS étaient armés de machettes, de lance-pierres, de cocktails Molotov et de bouteilles de peinture pour aveugler les blindés...

Le barrage a été dégagé mercredi matin. Mercredi soir, des bureaux, un remorqueur de la SLN et plusieurs maisons ont été incendiés. Deux barrages étaient à nouveau installés, isolant le terminal minéralier, des barrages plus solides que le précédent, renforcés par deux bulldozers empruntés à la SLN.

Jeudi, des négociations — que l'administration coloniale refuse d'appeler ainsi — ont commencé, et les militants du FLNKS ont renouvelé leurs revendications, réclamant l'engagement écrit du départ des quatre gendarmes.

L'arrestation d'un coupable du meurtre d'Yves Tual, que le gouvernement veut offrir aux milieux caldoches depuis des mois, a ainsi tourné à une épreuve de force qui n'était certainement pas prévue. Nous ne savons pas encore comment elle se terminera, mais elle a déjà montré que malgré des mois de répression, malgré la mort de nombreux militants, dont Eloi Machoro, le dirigeant du FLNKS de la région de Thio, les Kanaks sont toujours mobilisés, prêts à riposter aux attaques de la gendarmerie et à affronter des forces bien supérieures à eux.

Philippe NATIER